

*l'Anti*capitaliste

N°81 | NOVEMBRE 2016 | 4 €

la revue mensuelle du **NPA**



TRIOMPHE ET CRISE DU NÉOLIBÉRALISME



LE «RÉCIT NATIONAL», UNE HISTOIRE RÉACTIONNAIRE AU SERVICE DES DOMINANTS



**EGYPTE
QU'EST DEVENUE LA RÉVOLUTION DE 2011?**



LE HEZBOLLAH, UNE FORCE CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRE

EDITORIAL

Jean-Philippe Divès Contre les violences, désarmer la police **P3**

ACTUALITÉ

Laurent Ripart Le «récit national», une histoire réactionnaire au service des dominants **P4**

Alex Thérier Prisons, la fuite en avant **P8**

Dominique Lerouge, Tomas Ricardo
Egypte: qu'est devenue la révolution de 2011? **P10**

DOSSIER

Jean-Philippe Divès Triomphe et crise du néolibéralisme **P13**

David Harvey Le néolibéralisme est un projet politique **P16**

Neil Davidson
Le néolibéralisme comme agent de l'autodestruction du capitalisme **P19**

EN DÉBATS

Joseph Daher Le Hezbollah, une force contre-révolutionnaire **P25**

CULTURE/LECTURES

Lucien Sanchez Jack London, entre individualisme et socialisme **P31**

LECTURES

Jean-Claude Vessillier PSU: retour sur une vie et une fin de parti **P34**

FOCUS

Jacques Babel
De Guernica au Moyen-Orient, en finir avec les bombardements! **P36**

Retrouvez notre revue sur sa page du site national du NPA : <http://npa2009.org/publications-npa/revue>. Les articles du dernier numéro y sont mis en ligne progressivement au cours du mois, tandis que l'ensemble des numéros précédents y sont téléchargeables en format pdf.

Illustration de Une: le Taureau de Wall Street («Charging Bull»), devenu le symbole du néolibéralisme. DR.

Dimanche 23 octobre 2016, 2000 personnes se sont réunies au sommet du mont Mézenc pour dire «bienvenue aux réfugiés», contre les positions du président de région, Laurent Wauquiez. Dans tout le pays, les rassemblements de soutien aux réfugiés ont largement dépassé ceux qui leur étaient hostiles. Photo Lise Slama.



S'ABONNER

PAR CHEQUE

à l'ordre de: NSPAC 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil Cedex
France et DOM-TOM

Tarif standard		
Revue mensuelle	6 mois 22 euros	1 an 44 euros
Revue + Hebdo	6 mois 50 euros	1 an 100 euros
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue mensuelle	6 mois 18 euros	1 an 36 euros
Revue + Hebdo	6 mois 38 euros	1 an 76 euros

Étranger

Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31 ou par mail :
<http://www.diffusion.presse@npa2009.org>.

PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et également disponible sur: <http://www.npa2009.org/content/abonnez-vous>

Tarif standard		
Revue + Hebdo	25 euros par trimestre	
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue + Hebdo	19 euros par trimestre	

L'Anticapitaliste

la revue mensuelle du NPA

Comité de rédaction:

Yann Cézard, Jean-Philippe Divès (chargé de l'édition), Ugo Palheta, Jean-Paul Petit, Laurent Ripart, Galia Trépère, Régine Vinon, Henri Wilno.

Pour contacter la rédaction:
contact-revue@npa2009.org

Gérant et directeur de la publication:

Ross Harrold

Diffusion:

01 48 70 42 31 – diffusion.presse@npa2009.org

Administration:

01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

Commission paritaire:

0519 P 11509

Numéro ISSN:

2269-370X

Société editrice:

Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication
SARL au capital de 3 500 € (durée 60 ans)

Tirage:

3 000 exemplaires

Maquette et impression:

Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

Contre les violences, désarmer la police

PAR JEAN-PHILIPPE DIVÈS

Des policiers cagoulés et munis de leur brassard, parfois porteurs de leur arme de poing, parfois à bord de leur véhicule de service, qui multiplient les manifestations non déclarées dans la plus totale impunité... Qui vont jusqu'à se rendre à l'Élysée, gentiment bloqués devant la porte par un cordon de gendarmerie... Qui se trouvent à cette occasion dirigés par un non policier, ancien adjoint de sécurité s'avérant être membre du FN... Voilà qui en dit long, tant sur la police et l'Etat que sur la délinquance du gouvernement Hollande-Valls. Bien sûr, c'est la crise pour tout le monde. Les policiers subissent eux aussi les bas salaires, les dotations en baisse (mais le gouvernement vient de débloquent 250 millions d'euros), les pressions de la hiérarchie. D'autant qu'avec les attentats terroristes d'une part, le renouveau du mouvement social d'autre part, les journées s'allongent et le stress grandit. Et que la délinquance, parfois barbare, produit de la décomposition de la société, est une réalité. Bien sûr, tous les flics ne sont pas des salauds. La CGT Police s'était notamment élevée contre les consignes gouvernementales de répression violente des manifestations contre la loi Travail.

La police est une arme essentielle de l'appareil d'Etat, au service d'un système global qui protège les exploités, les bourgeois, les spéculateurs. Cela ne veut pas dire qu'elle ne puisse pas être traversée de contradictions, et des policiers être sensibles aux revendications populaires. Plusieurs pays ont connu, ces dernières années, des mobilisations et même des grèves policières, dans le cadre desquelles des aspirations relativement progressistes côtoyaient des positions très à droite – toujours présentes dans ce type d'institution –. Mais tel n'est pas le cas des actuelles manifestations policières en France.

UN MOUVEMENT ULTRA-RÉACTIONNAIRE

Un mouvement, quel qu'il soit, se définit d'abord par ses objectifs, ses revendications. Celles des policiers-manifestants sont sans ambiguïté d'extrême droite; au diapason d'ailleurs des enquêtes du Cevipof, qui font état d'une explosion du vote de cette profession en faveur du Front national. Contre un supposé « laxisme des juges », ils réclament la fin des sursis ou

le rétablissement des peines plancher. L'institution judiciaire est pourtant de plus en plus répressive: au 1^{er} octobre 2016, il y avait en France 68 514 personnes incarcérées, contre moins de 50 000 au début des années 2000. Leur autre exigence est de bénéficier d'une extension de la notion de légitime défense – comme s'il n'y avait pas assez de violences et bavures policières, parfois mortelles comme on vient encore de le voir à Echirolles.

Curieusement, les policiers qui se succèdent dans les médias affirment d'un côté avoir le soutien d'une nette majorité de Français, de l'autre être mal aimés et aspirer à plus de « reconnaissance ». La vérité est que les flics sont détestés comme jamais par de larges secteurs de la population. Pour que cela change, il faudrait qu'ils cessent de se comporter dans les quartiers comme une

force d'occupation, bannissent de leurs pratiques les contrôles au faciès et autres comportements racistes, n'aillent plus réprimer les travailleurs contraints de faire grève pour défendre leurs droits, arrêtent de tabasser les lycéens et d'énucléer les manifestants... Vaste programme.

Mais ce n'est pas tout, car le seul pare-feu possible au développement des violences serait en fait...



A Paris, le 20 octobre 2016. DR.

le désarmement de la police. Il y a chez les principales forces politiques une telle unanimité répressive que l'idée pourrait sembler folle. Elle n'a pourtant rien de spécialement « révolutionnaire » et est même appliquée dans des pays qui pourtant connaissent eux aussi la violence économique et sociale du capitalisme, et ont tout comme nous leurs gangsters et leurs dealers. C'est le cas du Royaume-Uni où ni les flics de terrain, ni ceux qui enquêtent sur un délit ou un crime ne sont armés. Le policier y est de ce fait plus respecté et user contre lui d'une arme y constitue une sorte d'interdit social. Une autre conséquence étant que la société britannique est beaucoup moins sujette que la nôtre aux violences et bavures policières.

A l'exact opposé du « permis de tuer » que réclament aujourd'hui ceux qui manifestent, ou du développement de l'armement des polices municipales, le désarmement protégerait les policiers... tout en nous protégeant de la police. □

Le « récit national » : une histoire réactionnaire au service des dominants

PAR LAURENT RIPART

François Fillon ayant voulu se présenter comme le champion d'une droite qui veut « réécrire les programmes d'Histoire avec l'idée de les concevoir comme un récit national », Nicolas Sarkozy a aussitôt fait un pas de plus, en assurant que « dès que vous devenez Français, vos ancêtres sont Gaulois ». L'identité nationale a ainsi fait son grand retour dans le débat politique, non sans recevoir les encouragements de Jean-Luc Mélenchon qui a cru nécessaire d'en rajouter une couche, en affirmant qu'« à partir du moment où l'on est Français, on adopte le récit national »...

Si le retour à cette vieille conception nationale de l'histoire est scientifiquement incongru, il constitue surtout le fondement d'un nouvel ordre réactionnaire que l'ensemble du mouvement ouvrier doit combattre sans hésitation.

LE CONCEPT CHARNEL DE NATION

L'histoire entretient des relations aussi anciennes qu'étroites avec le concept de nation. De l'Afrique des griots à la Grèce d'Homère, il n'est en effet pas de nation en construction qui ne se soit cristallisée autour du souvenir épique des grands ancêtres. Les vieux récits oraux qui, à l'exemple des chansons de geste ou des sagas, transmettaient la mémoire des ancêtres fondateurs, ont progressivement fait place aux chroniqueurs royaux, puis aux historiographes modernes, sans qu'aucune solution de continuité ne puisse être identifiée dans la construction de la mémoire nationale. Rares sont donc aujourd'hui les nations qui ne disposent d'un « roman national », dont les postulats remontent souvent à des temps très anciens, puisque leur premier noyau est inséparable du processus d'ethnogenèse qui a permis la mise en place des premières constructions nationales.

Historiquement, les nations se sont pensées comme des constructions charnelles. Le vocabulaire en témoigne dans la mesure où des termes comme *génos* ou *gens*, qui en grec et en latin constituent les équivalents les plus proches de ce que nous appellerions aujourd'hui la nation,

dérivent d'une racine indoeuropéenne qui renvoie à la naissance. Cette même étymologie caractérise tous les termes qui définissent la nation. Le français « nation » n'est ainsi que la transcription française du latin *natio*, qui signifie « naissance ». Les langues slaves utilisent pour désigner la nation le terme de *národ* ou l'un de ses dérivés qui lui aussi renvoie à la naissance, comme en témoigne encore aujourd'hui l'existence en tchèque du verbe *národit* (= naître). Hors du domaine indo-européen, il n'en va pas différemment, puisque le terme *umma*, qui constitue dans l'arabe coranique l'équivalent le plus proche de notre terme de nation, est par exemple forgé sur la racine *umm* (= mère).

Comme en témoignent ces étymologies, la nation s'est donc originellement pensée comme un regroupement de gens issus d'une même naissance, autrement dit comme un groupe issu d'un ancêtre commun. Un peu comme le concept de « patrie », qui renvoie quant à lui étymologiquement à la terre des pères, la nation porte par ses origines un caractère charnel, ce qui explique qu'elle puisse si facilement se charger d'émotion. Il devient en effet beaucoup plus facile d'exiger d'un homme de mourir pour la défense nationale, s'il pense se sacrifier pour ce qu'il perçoit peu ou prou comme sa parenté de sang.

L'HISTOIRE COMME IDÉOLOGIE NATIONALE

Dans les faits, aucune nation ne constitue

toutefois une communauté charnelle. Les ethnogénéticiens ont ainsi démontré que, bien que l'isolement d'une nation peut, en favorisant l'endogamie, lui permettre d'acquérir avec le temps des caractères génétiques communs, aucune des nations existantes ne descend d'un groupe ethniquement homogène. Les historiens ont, quant à eux, montré que les nations ne sont pas issues de la longue expansion des vieux liens tribaux, mais d'un processus politique rapide au cours duquel un chef soumet des populations disparates. Ainsi, les proto-nations germaniques, comme les Wisigoths, les Burgondes ou les Francs, étaient originellement constituées par des groupes ethniquement hétérogènes, dont les contours pouvaient évoluer très rapidement en fonction des succès ou des défaites de leurs chefs. Les Francs ne constituaient par exemple qu'un ensemble de tribus diverses dont l'unité nationale ne reposa guère que sur le fait que Clovis les contraignit à se soumettre à son autorité. En d'autres termes, l'unité nationale n'est pas originellement fondée sur un lien de sang, mais sur le partage d'un même rapport de domination.

Entre le concept de nation et sa réalité concrète, il existe donc un profond hiatus que l'histoire a précisément pour fonction de combler. Comme l'avait montré l'historien Jenő Szűcs à partir du cas de la Hongrie, les proto-nations se sont très vite dotées d'une histoire, parce qu'elles avaient besoin de s'inventer, par un « ré-

cit national», une ascendance commune. Ainsi, les Hongrois n'ont originellement aucune unité ethnique, puisqu'ils trouvent leur origine dans le regroupement au 10^e siècle, sous l'autorité de la famille des Árpád, d'un patchwork de tribus, puisant à des groupes linguistiques très différents (finno-ougrien, turc, indo-européen, etc.). La montée en puissance de la royauté hongroise l'amena toutefois à affirmer son autorité en se posant comme garante de l'unité nationale, ce qui l'amena à faire écrire au 13^e siècle une première histoire officielle qui expliquait que les Hongrois descendaient des Huns. Les Hongrois constituaient dès lors une nation au sens premier du terme, puisqu'en se définissant comme des fils de Huns, ils pouvaient désormais se percevoir comme un vaste cousinage. La quasi-totalité des nations européennes s'est construite en se dotant d'une historiographie semblable. Au 7^e siècle et peut-être même dès la fin du 6^e siècle, les historiens de la monarchie mérovingienne expliquèrent ainsi que le peuple franc était issu de l'ancienne Troie, reprenant à leur compte l'origine mythique dont se prévalaient les Romains. Il en alla de même en Angleterre où la création au 10^e siècle d'une royauté unique aboutit au 12^e siècle à ce que les historiens affirment que les Britanniques étaient issus d'un certain Brutus qui, pour faire bonne mesure, était aussi censé descendre du roi Priam de Troie.

Le même processus se retrouve aussi en Bohême, où la création au 10^e siècle de la monarchie ducale des Přemyslides entraîna la naissance de la nation tchèque et l'écriture au début du 12^e siècle d'une première histoire nationale qui affirma que les habitants de la Bohême descendaient tous d'un certain Boemus. Partout s'écrivirent ainsi des histoires nationales dont la fonction était de permettre idéologiquement à la nation de se percevoir comme une communauté de sang.

L'HISTOIRE NATIONALE COMME IDÉOLOGIE SOCIALE

Pour les dominants, ces premières histoires nationales avaient le défaut de porter une dimension par trop égalitaire, puisque l'ensemble de la nation était censé avoir le même sang. Aussi les histoires nationales s'attachèrent-elles à introduire l'inégalité sociale dans l'histoire nationale, comme le fit la première histoire des Hongrois en expliquant que l'égalité originelle qui existait entre tous les Huns avait été abandonnée, après que les plus

lâches d'entre eux avaient été réduits en servage pour avoir refusé de combattre à l'heure d'un grand péril. Un tel mythe permettait de légitimer la domination de la noblesse, censée descendre des Huns les plus courageux, et la réduction en servage perpétuel de la paysannerie qui avait l'infortune de descendre des Huns les plus lâches.

La même logique put permettre de légitimer la domination masculine, comme cela est le cas dans la plus ancienne histoire nationale des Tchèques lorsqu'elle



explique que l'égalité originelle entre les sexes fut brisée par les premiers descendants de Boemus qui capturèrent et asservirent les femmes, fondant ainsi un nouvel ordre sexuel dans lequel elles se trouvaient placées sous la puissance de leurs maris.

Dans le cas français, la légitimation nationale de l'ordre social se traduit sous l'Ancien Régime par une importante reconsidération, qui amena les historiographes à refuser au Tiers-Etat une ascendance franque. Dans cette logique, les Francs n'auraient en effet été que les ancêtres des seuls nobles qui, en conquérant les Gaules, auraient réduit en servitude les Gaulois qui devenaient ainsi les ancêtres des serfs et donc du Tiers-Etat. Cette conception, assez courante aux 17^e et 18^e siècles, permettait de transformer la lutte des classes en une lutte des races et de mieux garantir la domination nobiliaire en en faisant une partie intégrante de l'ordre national.

LA RÉVOLUTION ET L'HISTOIRE NATIONALE

On sait que la Révolution française apporta une nouvelle conception de la nation. Celle-ci se traduit tout d'abord par la constitution, le 17 juin 1789, de l'Assemblée du Tiers-Etat en «Assemblée nationale», ce qui impliquait une conception désormais démocratique de la nation.

Elle s'exprima aussi par une conception contractuelle de l'unité nationale, qui se traduit par la fête de la Fédération qui vit, le 14 juillet 1790, les délégués de chaque province de France jurer au Champ-de-mars de «demeurer unis à tous les Français par les liens indissolubles de la fraternité». Ces éléments servent encore aujourd'hui de point d'appui à la gauche républicaine pour affirmer qu'il y aurait en France une double conception de la nation. La première serait celle de l'ancienne France, historiquement portée par l'extrême droite, qui conçoit la nation comme une communauté charnelle. La seconde serait celle de la France révolutionnaire qui définirait la nation comme une communauté politique, fondée selon le philosophe et militant du PG, Henri Peña-Ruiz, sur le triptyque «Liberté, Egalité, Fraternité», seule source de ce nouveau contrat social.

Cette conception a une évidente part de vérité, dans la mesure où la gauche républicaine est effectivement porteuse d'une conception de la nation qui diffère profondément des perceptions ethniques ou religieuses qui sont à la source du nationalisme d'extrême droite. Pour autant, elle a aussi d'évidentes limites, dans la mesure où elle surestime la coupure entre l'Ancien Régime et la Révolution.

Sur la question de l'histoire nationale, comme d'ailleurs sur beaucoup d'autres, la Révolution apporta de profondes transformations plus qu'une véritable rupture. En conservant la référence à la nation, en la concevant toujours dans le cadre de la vieille France et non dans celui d'une communauté politique de type nouveau, la Révolution n'a en réalité jamais vraiment tourné le dos à la vieille conception charnelle qui fondait l'histoire nationale. Particulièrement révélateur est le manifeste que l'abbé Sieyès publia sous le titre *Qu'est-ce que le Tiers-Etat?*, à la veille de

l'ouverture des Etats généraux. Ce texte, qui posait les fondements idéologiques de la constitution du Tiers-Etat en nation, abordait la question de l'histoire nationale en expliquant :

« Pourquoi [le Tiers-Etat] ne renverrait-il pas dans les forêts de la Franconie toutes ces familles qui conservent la folle prétention d'être issues de la race des conquérants et d'avoir succédé à des droits de conquête ? La nation, alors épurée, pourra se consoler, je pense, d'être réduite à ne se plus croire composée que des descendants des Gaulois et des Romains. En vérité, si l'on tient à vouloir distinguer naissance et naissance, ne pourrait-on pas révéler à nos pauvres concitoyens que celle qu'on tire des Gaulois et des Romains vaut au moins autant que celle qui viendrait des Sicambres, des Welches et autres sauvages sortis des bois et des marais de l'ancienne Germanie ? »

Dans ce texte emblématique, Sieyès proposait donc une transformation radicale du sens social de l'histoire nationale, en suggérant d'en exclure les Francs et donc leurs descendants nobles, pour ne plus retenir que les Gaulois, autrement dit les ancêtres du Tiers-Etat. Une telle conception revenait à introduire une démocratisation de l'histoire nationale, dans la mesure où elle plaçait le cœur de la nation dans le Tiers-Etat, même si celui-ci tendait en réalité à se confondre, dans l'esprit des révolutionnaires, avec la seule bourgeoisie.

Quelle que soit l'importance de cette révolution sociale, elle s'inscrivait néanmoins pleinement dans la vieille conception charnelle de la nation, puisqu'elle ne proposait finalement que de changer d'ancêtres de référence, en substituant les Gaulois aux Francs. Cette transformation dans la continuité eut un grand avenir, puisqu'elle fut à la source de l'histoire républicaine du 19^e siècle, qui remplaça les Francs par les Gaulois, afin de déplacer le cœur de la nation de la noblesse à la bourgeoisie, sans pour autant rompre avec l'idée que la nation française se définissait par ses ancêtres communs.

HISTOIRE ET NATIONALISME

La démocratisation de la nation, qui trouvait son expression symbolique dans le choix des ancêtres gaulois, por-

taut aussi en elle une dimension très agressive. La Révolution française en donna un premier exemple, puisqu'en se pensant comme « la Grande Nation », elle donna naissance à un premier impérialisme français, porté par une armée de masse, qui trouva son aboutissement dans l'Empire napoléonien. En diffusant toutefois sa nouvelle idée de la nation, la Révolution devint son propre fossoyeur, dans la mesure où elle donna partout naissance à de nouveaux nationalismes qui se retournèrent contre l'impérialisme français. Ces nouveaux nationalismes s'emparèrent dès lors des vieilles histoires nationales pour les diffuser à une échelle jusque-là inconnue.

Si l'histoire n'avait jusque-là pas constitué une matière académique, puisqu'elle n'était guère pratiquée que par quelques historiographes royaux ou érudits ecclésiastiques, les besoins historiques des nouveaux nationalismes modifièrent radicalement son statut. Au cours du 19^e siècle, l'histoire devint une matière universitaire, tandis que les Etats mirent partout en place des institutions pour le développement de leur histoire nationale, à l'exemple de la « Société de l'histoire de France » fondée en 1833 par Guizot, ou encore de la « Gesellschaft für Deutschlands ältere Geschichtskunde » créée en 1819 par le ministre d'Etat prussien Heinrich von Stein.

Conçues dans une perspective étroitement nationale, ces histoires officielles se diffusèrent à une échelle de masse, en se voyant attribuer une place de choix dans l'enseignement primaire et secondaire qui se développa au cours du 19^e siècle. Alors que sous l'Ancien Régime français, les vieux mythes francs de l'histoire monarchique n'étaient guère diffusés qu'au sein des élites, la nouvelle histoire nationale prit une toute autre dimension, puisque nul ne pouvait plus ignorer dans la France de la fin du 19^e siècle le récit officiel qui, de Vercingétorix à Napoléon, construisait le fondement de l'unité nationale.

L'histoire nationale acquit aussi une nouvelle importance politique, dont témoigne le fait que les dirigeants du 19^e siècle se firent souvent les historiens de leur nation, à l'exemple de François Guizot, qui fut l'un des plus célèbres historiens de la France avant de devenir le plus important des présidents du Conseil de Louis-Philippe.

L'histoire occupa une place encore plus

importante au sein des nations qui avaient perdu leurs Etats, comme ce fut le cas en Bohême, où l'historien František Palacký reprit les vieux manuscrits du 12^e siècle pour écrire une *Histoire du peuple tchèque en Bohême et Moravie* qui reprenait et rénovait la vieille histoire nationale du Moyen-âge, en cultivant la nostalgie de l'ancienne indépendance du royaume de Bohême. L'ouvrage eut un succès de masse, qui permit à Palacký d'acquérir une audience considérable : président du congrès panslave réuni à Prague en 1848 pendant le printemps des peuples, il devint le père du nationalisme tchèque et le leader du parti vieux-tchèque et de sa fraction parlementaire à Vienne.

Loin d'avoir rompu avec la conception charnelle de la nation, l'idéologie nationale issue de la Révolution française développa à une échelle de masse de nouvelles revendications historiques, chaque nation mettant en place, au nom de ses droits historiques, des revendications territoriales et institutionnelles concurrentielles. Cette logique devait aboutir à la grande boucherie de la Première Guerre mondiale, qui fut en grande partie préparée par l'histoire nationale, comme ce fut le cas en France où les écoles de la III^e République avaient soigneusement préparé la population à combattre l'Allemagne, en leur offrant le modèle de leurs ancêtres Gaulois affrontant les Teutons.

Ce dramatique bilan de l'histoire nationale amena à de nouvelles interrogations sur sa pertinence, comme en témoigne le philosophe Paul Valéry qui, bien que peu porté sur la critique sociale, doutait ouvertement des vertus de l'histoire de France en écrivant :

« L'Histoire est le produit le plus dangereux que la chimie de l'intellect ait élaboré. Ses propriétés sont bien connues. Il fait rêver, il enivre les peuples, leur engendre de faux souvenirs, exagère leurs réflexes, entretient leurs vieilles plaies, les tourmente



dans leur repos, les conduit au délire des grandeurs ou à celui de la persécution, et rend les nations amères, superbes, insupportables et vaines.»

LE RETOUR AU RÉCIT NATIONAL

Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, les Etats s'attachèrent à rompre avec le cycle infernal des guerres nationales en mettant au rencart les vieux récits nationaux. Un peu partout, les histoires nationales furent abandonnées dans le troisième quart

du 20^e siècle pour être remplacées par des programmes plus universels et plus en adéquation avec l'évolution de la recherche scientifique.

En faisant souffler un nouveau vent réactionnaire, la contre-révolution libérale réussit dans le dernier quart du 20^e à inverser cette tendance. En France, où l'histoire nationale avait été abandonnée dans les années 1970, le ministre socialiste de l'éducation nationale, Jean-Pierre Chevènement, fit réviser en 1985 les programmes d'histoire de l'école primaire

pour imposer un retour à la vieille histoire de France. Les objectifs fixés par Chevènement pour l'enseignement de l'histoire avaient un caractère réactionnaire manifeste, puisqu'ils se donnaient pour but de permettre «l'apparition chez l'élève de la conscience nationale» et le développement de sa fierté d'appartenir à un pays qui aurait été au 19^e siècle une «grande puissance colonisatrice et mondiale», avant de devenir au 20^e siècle une «grande puissance technologique et culturelle».

Dans les années 2000, la droite sarkozyste s'attacha à récupérer la thématique, en proposant de substituer le terme de «roman national» à la notion chevènementiste de «récit national», sans toutefois que cette modification de la terminologie ne changeât quoi que ce soit sur le fond. La droite n'avait en réalité rien à redire aux conceptions de Chevènement, qui justifiait de son action en écrivant en 2014 :

«Le gouvernement qui, en République,

est responsable des programmes, peut demander que le "récit national" ne valorise pas systématiquement des ombres de notre Histoire [...], les traites négrières, les lois antisémites de Vichy, mais nous parle de ses lumières et nous rappelle qu'en particulier la Révolution française, la première en Europe, a fait des juifs des citoyens français comme les autres, et qu'elle a aboli une première fois l'esclavage en 1794. On aimerait que les programmes d'Histoire communiquent aux jeunes Français une raisonnable fierté de la France : un pays qui s'est construit sur un millénaire et qui ayant affirmé par la Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen (1789) la souveraineté de la Nation a, trois ans après, proclamé la première République (1792). J'ajoute que pour que naissent la Révolution et la République française, il a bien fallu que la France ait existé auparavant, que Philippe Auguste ait repoussé l'Empereur germanique à Bouvines (1214), que Saint-Louis ait fait tenir ensemble la France d'oïl et la France d'oc, que Jeanne d'Arc ait bouté l'Anglais hors de France, qu'Henri IV, par l'Edit de Tolérance, ait mis fin aux guerres de religions. Certes les choses auraient pu être tout autres, mais c'est comme cela qu'elles se sont passées. Et le pays qui a fait la Révolution française, matrice du monde contemporain, n'est peut-être pas tout à fait un pays comme les autres.»

Ce texte montre à quel point le «récit national» n'est rien d'autre que la vieille histoire des dominants. Chevènement n'y considère l'antisémitisme que sous l'angle des notables républicains octroyant aux juifs l'égalité des droits, tandis qu'il se refuse à percevoir l'esclavage du point de vue des Africains, pour ne le penser que par le seul biais de la bourgeoisie française qui avait généreusement assuré son abolition. Bien évidemment, on notera aussi que le renvoi à la nation républicaine ne constitue pour Chevènement que le relais d'une référence plus générale à l'histoire de la monarchie française, qui ne constitue rien d'autre qu'une exaltation de la construction de l'Etat par et pour la classe dominante. Ajoutons enfin que cette histoire des dominants est aussi une histoire sans femmes, si ce n'est par le seul biais de Jeanne d'Arc qui, grâce à son statut de Vierge, se voit accorder par Chevènement le douteux privilège d'entrer dans le panthéon des «grands hommes» qui ont fait la France.

POUR UNE HISTOIRE MATÉRIALISTE

Pour un matérialiste, ce retour au «récit national» est d'abord et avant tout un retour à l'idéalisme. Une histoire nationale peut certes s'ancrer dans des faits sociaux, lorsqu'elle analyse la naissance d'une conscience nationale à travers le combat d'un groupe pour ses droits : on peut par exemple écrire une histoire concrète de la formation de la nation palestinienne, en étudiant sa formation au travers des luttes contre la colonisation anglaise et sioniste. On peut aussi écrire une histoire concrète de la construction de l'Etat français, en analysant le processus de constitution de la royauté qui permit à un lignage d'asseoir sa supériorité sur les pouvoirs concurrents, avant de construire les instruments lui permettant d'assurer sa domination sur les populations environnantes.

On peut enfin écrire une histoire de la construction idéologique de la nation française, en montrant comment les pouvoirs ont instrumentalisé le passé, en élaborant une mémoire sociale susceptible de légitimer leur domination. En revanche, on ne peut dresser un «récit national» de la France, dans la mesure où l'objet même de «France» ne constitue en dernière instance qu'une idée abstraite, sans réalité concrète.

Notre histoire n'est pas donc celle de cette nation abstraite dont la droite sarkozyste ou la gauche républicaine dressent un portrait mythifié, qui n'est en réalité autre que l'idéologie que les dominants ont construit pour imposer leur pouvoir. Elle est une histoire matérialiste, fondée sur la connaissance scientifique du passé historique, capable d'appréhender les sociétés passées dans leur réalité concrète, autrement dit comme des formations sociales fondées sur l'exploitation et la domination.

Elle est une histoire de chair et de sang, qui est celle d'un ordre profondément inégalitaire, dans lequel les palais et œuvres d'art des dominants ont été payés par la sueur des exploités. Elle se situe aussi à la seule échelle qui compte, autrement dit celle d'un monde dans lequel la croissance des uns s'est alimentée du pillage et de la réduction en esclavage des autres. Elle est enfin celle d'un ordre patriarcal, où les dominants ont fondé leur reproduction sur la domination masculine et l'homophobie. □



VALEURSACTUELLES.COM
3,90 €

TAUBIRA
Enquête sur sa face cachée
ANTRACISME
La grande "manip" du PS
RÉFORME FISCALE
La machine infernale

Destinés par la gauche

Histoire
créée

Où sont
passés Clovis,
Saint Louis,
Louis XIV,
Napoléon ?

DR.

Prisons : la fuite en avant

PAR ALEX THÉRIER

L'annonce par le ministre de la Justice d'un plan de dix ans pour de nouvelles prisons est l'occasion d'établir un tableau de l'enfermement carcéral en France et également de faire le point sur les voies d'un renouveau de la conflictualité dans ce champ de la lutte des classes.

Les principaux médias n'ont fait que relayer la communication gouvernementale le 30 septembre 2016, jour de la visite de Jean-Jacques Urvoas à la maison d'arrêt de Fresnes. A l'issue de sa visite, le ministre de la Justice a promis la construction de plus de 10 000 cellules dans les dix ans à venir, afin, selon lui, « d'en finir avec la surpopulation carcérale » et d'assurer l'encellulement individuel, déjà inscrit dans une loi... de 1875!

Pourtant, une vingtaine d'organisations qui suivent en permanence la situation dans les prisons avaient diffusé un dossier de presse dont est extraite une large part des informations sur lesquelles est fondé cet article. Pour sa part, Laurence Blisson, du Syndicat de la magistrature, n'a eu droit qu'à une poignée de secondes du 20 heures de France 2 pour dire que « plus on construit de prisons et plus on les remplit » au détriment des aménagements de peines et de l'accompagnement des personnes détenues.

L'AUGMENTATION DU PARC PÉNITENTIAIRE: UNE FUITE EN AVANT INOPÉRANTE

En 26 ans, près de 22 000 places de prison ont été mises en service: leur nombre est ainsi passé de 37 000 en 1990 à 59 000 en 2016, au grand profit des géants du BTP Bouygues, Eiffage et autre SPIE. Avec près de 70 000 personnes détenues au 1^{er} juillet dernier, la France atteint des taux de

détention inégalés.

Sur la même période, le nombre de détenus dépasse constamment le nombre de places disponibles. Le taux d'occupation des établissements pénitentiaires est ainsi toujours resté supérieur à 100%, moyenne qui masque une réalité contrastée (voir tableau 1).

Les maisons d'arrêt (où séjournent les personnes en attente de jugement, ainsi que des personnes condamnées définitivement et dont le reliquat de peine est inférieur à deux ans) concentrent la surpopulation carcérale, les cellules de 9m² partagées à trois ou quatre, avec des matelas posés au sol, et des conditions sanitaires scandaleuses. Au 1^{er} août 2016, il y avait en maison d'arrêt un effectif total de 46 700 personnes détenues pour 33 600 places.

L'accroissement considérable du parc pénitentiaire n'a eu aucun effet sur la surpopulation. Plusieurs facteurs ont contribué à remplir les maisons d'arrêt:

- la suppression, par Sarkozy, de l'amnistie présidentielle qui libérait d'un coup 6 000 personnes;
- de nouveaux délits passibles d'emprisonnement, entraînant une augmentation des incarcérations: racolage passif, occupation d'un hall d'immeuble, maintien irrégulier sur le territoire ou défaut de permis, etc.;
- l'inflation de la comparution immédiate, qui conduit à un taux plus important de peines fermes (environ 70%), plus longues que celles prononcées pour la même infrac-

tion par la juridiction ordinaire;

- la détention provisoire, qui affecte 20 000 personnes présumées innocentes – plus d'un quart des détenu-e-s.

Les juges sont les premiers responsables directs de l'enfer des maisons d'arrêt: accros à la détention provisoire – dont ils devraient n'user qu'en dernier recours –, rétifs aux aménagements de peine, ils condamnent lourdement. La détention provisoire a augmenté de 11,5% en un an.

L'OIP (Observatoire international des prisons) a pourtant démontré que l'aménagement des peines des 20 000 personnes condamnées à moins d'un an de prison permettrait au parc pénitentiaire actuel de respecter l'encellulement individuel.

UNE ÉVOLUTION SANS CORRÉLATION AVEC CELLE DE LA DÉLINQUANCE

L'augmentation de la criminalité sensée justifier l'aveuglement répressif du pouvoir et des juges se nourrit de « la médiatisation des faits divers et la succession d'attentats [qui] donnent l'impression d'une société de plus en plus violente. Pourtant, la part des personnes incarcérées pour homicide n'a cessé de diminuer depuis 1980, représentant moins de 10% des détenus: les vols arrivent en tête des motifs d'incarcération, suivis par le trafic de drogue et les violences volontaires, puis les viols et agressions sexuelles, en diminution depuis 10 ans » (tribune de 62 universitaires publiée dans *Le Monde* le 22 septembre 2016).

La population incarcérée est en majorité composée de jeunes prolétaires peu ou pas qualifiés et souvent en grande précarité, ce qui a amené le sociologue Loïc Wacquant à parler de « prisons de la misère ». Le tableau 2 illustre parfaitement son propos: « A la régulation des classes populaires par ce que Pierre Bourdieu appelle "la main gauche de l'Etat", symbolisée par l'éducation, la santé, l'assistance et logement social, se substitue la régulation par sa "main droite", police, justice et prison, de plus en plus active et intrusive dans les zones inférieures de l'espace social. »

Tableau 1: Densité carcérale selon les établissements (août 2016)

75 %	92 %	140 %
Maison centrale (MC) 12 MC ou quartiers MC	Centre de détention (CD) 25 CD ou quartiers CD	Maison d'arrêt (MA) 133 MA ou quartiers MA
Prisons à sécurité renforcée pour longues peines et «détenus rebelles»*	Détenus condamnés à une peine > à 2 ans	Détenus en détention provisoire + condamnés à une peine de moins de 2 ans

*Prisons de sécurité renforcée, Alençon et Lille-Vendin sont de modernes QHS (quartiers de haute sécurité).

Lecture: dans les maisons d'arrêt, il y a en moyenne 140 détenus pour 100 places et un peu plus de 92 pour 100 dans les centres de détention.

Par ailleurs, le taux de suicide parmi la population carcérale est dix fois supérieur à celui de la population générale.

UNE RÉSISTANCE PERMANENTE

La résistance au système carcéral n'a plus l'intensité des années 1970 à 1975, au temps des révoltes de Toul et Nancy, mais cette résistance n'a pas cessé, malgré une répression sans commune mesure avec celle qui sévit à l'extérieur.

De 2008 à 2010, l'administration a recensé une moyenne de 760 «événements collectifs» en détention, avec une hausse notable (26 en 2009) des interventions des ERIS (GIGN pénitentiaire). Le plus souvent, la protestation prend la forme d'un refus de remontée de promenade ou d'un rassemblement dans les ateliers.

Le trimestriel *L'Envolée* a recensé huit établissements où, depuis 2012, des plateformes revendicatives ont été portées par des mouvements collectifs de prisonniers. : «Les prisonnier-e-s y dénoncent la surpopulation, les fouilles à corps, la multiplication des régimes différenciés, le prix des cantines et les salaires imposés par les entreprises cogestionnaires, le mitard et les peines de prison supplémentaires. Mais aussi le manque d'activités et de parloirs, le mépris des familles, des règlements intérieurs qui changent d'une prison à l'autre, les aménagements de peine inexistantes. Ils exigent la fermeture définitive des quartiers d'isolement, des quartiers disciplinaires et la suppression des régimes fermés, véritables quartiers d'isolement, où l'administration pénitentiaire place les prisonnier-e-s pour une durée indéterminée. Ils demandent le rapprochement familial, ou à défaut des bons de transport pour les familles éloignées, le téléphone gratuit pour les indigents, l'abolition des expertises psychiatriques et que le code du travail s'applique en détention. Et surtout, qu'on leur donne toutes les remises de peine aux

quelles ils ont droit.»

Parmi ces revendications, le rapprochement familial est l'une des plus sensibles mais, pour l'administration pénitentiaire, la sécurité l'emporte sur toute autre considération. Elle pratique des transferts de désencombrement (sic) en cas de sur-occupation, des transferts pour raisons disciplinaires après un «événement collectif» (255 pour la seule région de Lyon en 2011), ainsi que le «baluchonnage» en déplaçant en permanence les «guerriers», réfractaires au système carcéral. Ces transferts ont lieu le plus souvent sans préavis et sans tenir compte des situations personnelles. Les transferts sur demande se heurtent, eux, à des refus ou à la lenteur bureaucratique.

Les prises d'otages de Châteaudun et d'Alençon avaient pour cause des refus de transfert; le blocage de l'autoroute du Nord et les destructions à la gare de Moirans et à la prison de Vivonne, des refus de permissions de sortie.

DES ORGANISATIONS DÉMOCRATIQUES OPINIÂTRES

Une vingtaine d'organisations actives sur l'enfermement ont signé un communiqué (cf. www.oip.org) contre la construction de nouvelles prisons. Au côté des plus connues – la Ligue des droits de l'Homme, l'OIP ou les Syndicats de la magistrature et des avocats de France –, on note la présence d'avocats pénalistes (ADAP), d'A3D (Avocats pour la défense des détenus), de juges d'application des peines (ANJAP), de psys (ASPNP), de Ban public (qui recense les suicides en détention) et du Genepi (association née en 1976, qui pratique la «circulation des savoirs» en détention et se veut «militante, politisée et radicale»).

Cette galaxie constitue un bouclier de la société civile face au rouleau compresseur de

l'Etat, lequel a, plusieurs fois, été condamné par le Conseil d'Etat ou la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) à la suite de recours introduits notamment par l'OIP et qui ont permis d'obtenir, par exemple, l'interdiction des fouilles à nu systématiques ou l'assistance d'un avocat devant la commission de discipline.

DES ANTI-CARCÉRAUX ABOLITIONNISTES

Composés d'ex-prisonniers ou de proches, le groupe autour du journal *L'Envolée* militent «pour en finir avec toutes les prisons» et se tient malheureusement, pour cette raison, à distance de la nébuleuse «réformiste». Il diffuse des lettres de prisonnier-e-s, des récits de procès et coordonne une dizaine d'émissions de radio locales, très écoutées, qui font le lien entre l'intérieur et l'extérieur. Pour *L'Envolée*, la prison est le ciment nécessaire à l'Etat qui permet au capitalisme de se maintenir. Prisons et Justice servent principalement à enfermer la misère. L'enfermement carcéral produit une peur nécessaire au maintien de cette société. Ces militants considèrent qu'il n'y aura jamais de mouvement efficace contre l'enfermement sans les enfermés eux-mêmes et que s'attaquer à l'une des modalités de l'enfermement, c'est s'en prendre à l'enfermement lui-même. C'est pourquoi ils appellent de leurs vœux la constitution d'une plateforme revendicative élaborée par les prisonnier-e-s et commune à tous les lieux de détention. □

Bibliographie

- Dedans-Dehors, bimensuel de l'OIP.
- Le Passe-Murailles, bimensuel du Genepi.
- Prisonniers en révolte, Anne Guérin, Agone, 2014.
- La révolte de la prison de Nancy, dir. Philippe Artières, Le Point du jour, 2013.
- Les conditions de détention en France et Le Guide du prisonnier, OIP/La Découverte, 2012.
- Pour en finir avec la prison, Alain Brossat, La Fabrique, 2001.
- DVD Sur les toits, film de Nicolas Droic, 2014.
- <http://multinationales.org/La-privatisation-rampante-des-prisons-francaises>

Tableau 2- Les personnes incarcérées rencontrent des difficultés d'insertion

(sources: administration pénitentiaire – ministère de la santé)

ÉDUCATION	EMPLOI	ADDICTION	LOGEMENT	PSYCHIATRIE
<ul style="list-style-type: none"> • 48% des détenus n'ont aucun diplôme • 80% ne dépassent pas le niveau CAP • 27% échouent au bilan de lecture • 80% des jeunes de + 18 ans sont sans diplôme et 40% échouent au bilan lecture 	<ul style="list-style-type: none"> • Taux d'activité à l'entrée en détention: < 50% 	<ul style="list-style-type: none"> • 38% des détenus depuis - de 6 mois souffrent d'une addiction. • 30% à l'alcool 	<ul style="list-style-type: none"> • 7% des entrants en 2011 se déclaraient sans domicile • A la sortie 14% des personnes sans solution de logement • 25% des personnes en centre d'hébergement ont connu la prison 	<ul style="list-style-type: none"> • 40% syndrome dépressif • 33% anxiété généralisée • 21% troubles psychotiques • 7% schizophrénie

Egypte : Qu'est devenue la révolution de 2011 ?

PAR DOMINIQUE LEROUGE ET TOMAS RICARDO¹

Le processus de retour au régime en place avant 2011 a franchi un pas décisif avec le coup d'Etat des militaires du 3 juillet 2013, qui a renversé le premier président civil élu, Mohamed Morsi. Le général Al-Sissi a rapidement entamé la restauration de l'ancien régime par une répression sans précédent et une offensive néolibérale d'ampleur. Mais si la contre-révolution a gagné cette bataille, l'avenir de la révolution se joue sur le long terme.

PROCESSUS RÉVOLUTIONNAIRE ET CONTRE-RÉVOLUTION

Le processus révolutionnaire égyptien qui a débuté le 25 janvier 2011 s'est vite confronté au processus contre-révolutionnaire à partir du 11 février 2011, date à laquelle le Conseil suprême des forces armées (CSFA) a détourné la vague de protestation dans le but de préserver l'ancien régime. Les deux processus s'affrontèrent alors et évoluèrent en fonction des rapports de forces. Avec l'élection de juin 2012, le CSFA n'était plus en mesure de reprendre le pouvoir et laissait le gouvernail gouvernemental aux civils, qui devaient s'atteler à la tâche périlleuse de s'affronter à la révolution en marche. Les Frères musulmans jouèrent le rôle de l'alternative contre-révolutionnaire qui offrait à l'ancien régime la possibilité de contenir le processus révolutionnaire. Mais ce dernier continua à se développer et connut son apogée le 30 juin 2013, avec des manifestations dans tout le pays auxquelles participèrent vingt millions de personnes.

Cette nouvelle vague de protestation fut à son tour détournée le 3 juillet 2013 par les militaires, qui reprirent le pouvoir et entreprirent de restaurer l'ancien régime en s'appuyant sur deux axes : une offensive néolibérale et une répression féroce.

¹ *L'offensive néolibérale*

L'Égypte et le Fonds monétaire international (FMI) ont signé fin août 2016

un accord pour un prêt de 12 milliards de dollars s'étalant sur trois ans. En contrepartie, les autorités égyptiennes doivent adopter des réformes économiques drastiques pour augmenter les revenus de l'Etat et réduire leurs coûteuses subventions publiques. « Le Parlement a approuvé le projet de loi présenté par le gouvernement concernant la Taxe sur la valeur ajoutée ». La TVA remplace une autre taxe sur les ventes qui était de 10 %. Selon le gouvernement, une cinquantaine de produits et de services sont exemptés de la nouvelle taxe, dont des produits de première nécessité comme le pain.

Une lettre ouverte signée par le Parti de l'alliance populaire socialiste³, Karama⁴, Egypte forte⁵, le Courant populaire⁶, le Parti communiste et des personnalités comme Hamdeen Sabahi⁷ ou Georges Ishak du Conseil national des droits de l'homme, a été adressée à Sissi pour qu'il suspende les négociations avec le FMI. Les signataires y dénoncent la politique économique suivie jusque là, qui ne tient pas compte des intérêts des travailleurs, et critiquent en particulier :

- la dévaluation de la Livre égyptienne (LE) intervenue en mars (- 13 % et maintenant aux alentours de 15 %),
- l'instauration de la TVA,
- la poursuite des privatisations des entreprises d'Etat,
- la nouvelle loi sur la Fonction publique qui met un coup d'arrêt aux embauches de diplômés.

Cette lettre met en garde contre le risque de voir la dette de l'Égypte



s'élever dangereusement si l'on ajoute au prêt du FMI celui de 25 milliards de dollars accordé par la Russie pour financer la centrale nucléaire de Dabaa, et si l'on prend en compte les baisses très importantes des investissements directs, des revenus du tourisme et du Canal de Suez ainsi que celles des devises envoyées par les Égyptiens de l'étranger.

Selon cet accord, l'Égypte devrait abaisser son déficit de 10 % en un an, procéder à une deuxième dévaluation et supprimer les subventions sur les

prix du carburant d'ici 2019, prix qui augmenteront de plus de 65 % durant l'année fiscale 2016-2017.

En 1977, une réduction drastique des subventions comme celle-ci avait déclenché les célèbres émeutes de la faim. Si aujourd'hui cela n'a pas encore provoqué d'émeutes, c'est dans une large mesure à cause du climat de peur créé par la répression sanglante en cours des Frères musulmans et des forces progressistes, ainsi que par la permission de tuer donnée aux forces de sécurité pour imposer l'interdiction de manifester.

• *Une répression féroce*

Le gouvernement militaire égyptien est devenu l'un des plus répressifs du monde, bien plus répressif que sous la dictature policière de Moubarak contre laquelle les jeunes se sont battus. Aujourd'hui, il est interdit de manifester, les tagueurs sont punis de prison ferme, toute liberté d'expres-

la détention provisoire comme un moyen de punition politique. Un cas célèbre est celui du photjournaliste Shawkan. Avec 343 autres personnes, il encourt la peine de mort pour avoir manifesté le 14 août 2013 contre la dispersion ultra-violente, par la police égyptienne, du sit-in pro-Morsi de Rabaa Adaweya. Il faisait un reportage sur cette évacuation pendant laquelle les forces de l'ordre ont tué plus de 1000 personnes en moins de 24 heures. Il est aujourd'hui en détention provisoire depuis plus de trois ans, une violation du droit international mais également du droit égyptien. En Egypte, plusieurs centaines de personnes se trouvent en détention provisoire depuis plus de deux ans. L'ONG égyptienne Egyptian Initiative for Personal Rights (EIPR) estime que la détention provisoire a remplacé la détention administrative utilisée pendant les trente ans d'état d'urgence sous Hosni Moubarak.

Malgré cela des luttes continuent d'exister, à l'image de celle des ouvriers du chantier naval d'Alexandrie. Leurs revendications : de meilleures conditions de travail, une demande d'assurance santé pour leurs familles, un accès aux hôpitaux militaires, une compensation financière pour les travaux dangereux et une augmentation de salaire (celui-ci étant d'environ 800 livres, équivalent à 80 euros). Suite à cette lutte, quinze salariés sont détenus depuis plus de quatre mois.

Le « crime » qui leur est reproché est d'avoir commis des actes conformes aux conventions internationales en vigueur concernant les droits des salariés, et dont l'Egypte est signataire. Ils sont en effet accusés d'avoir « *poussé les travailleurs de différents secteurs de l'entreprise à cesser le travail ainsi qu'avoir appelé à des rassemblements et organisé une mobilisation à l'intérieur de l'entreprise visant à bloquer la production et semer le désordre* ». ⁸

Après plusieurs reports, le tribunal militaire a rendu le 18 octobre un premier jugement. Cinq des quinze salariés détenus ont été relâchés en échange de leur démission, et pour les autres il faudra attendre le prochain jugement qui aura lieu dans un mois.

• *L'Etat français aux côtés des généraux*
Le pouvoir français est partie prenante de cette répression, car c'est

dans ce même chantier naval que doivent être construites trois des quatre corvettes Gowind achetées par l'Egypte dans le cadre du contrat d'armement conclu avec la société française DCNS. Le gouvernement français, qui sous-traite en Egypte la construction d'une partie de ses contrats d'équipement militaire, participe à la normalisation de la répression du mouvement ouvrier égyptien et à la dégradation des conditions de travail. Il n'a jamais pris aucune mesure concernant la violation des droits de l'Homme et continue à passer des contrats d'armements avec notamment la vente de 24 Rafale, un satellite militaire et d'autres projets à venir.

En 2016, la France est passée deuxième au morbide palmarès des pays vendeurs d'armes au monde. Sur le plan géopolitique, au moins deux facteurs favorisent aujourd'hui l'activisme militaire et les ventes d'armes de la France. D'abord, l'écho du mouvement révolutionnaire qui a renversé la dictature de Ben Ali et de Moubarak a été entendu dans d'autres pays d'Afrique et du Moyen-Orient. Les mobilisations de millions de personnes dans les rues ont abouti au renversement ou tout au moins à l'affaiblissement de régimes dont la longue existence a reposé sur le soutien des pays capitalistes dominants, et dont la survie en dépend encore plus. La décomposition accélérée d'un certain nombre d'entre eux conduit les pays dominants à soutenir les régimes vacillants, et requiert parfois de leur part une intervention militaire directe. Ensuite, les hésitations de l'administration Obama, qui mesure les risques d'opérations massives au sol au Moyen-Orient comme ceux que pourraient induire des ventes d'armes⁹, ont ouvert une fenêtre d'opportunité pour les interventions militaires et les ventes d'armes de la France.

LES FORCES D'OPPOSITION EN MOUVEMENT

Le processus révolutionnaire a modifié en profondeur le paysage politique égyptien. Les différentes expériences de lutte durant une dizaine d'années ont permis lors de la révolution la



Le maréchal-président al-Sissi au milieu de ses pairs. DR.

sion est sévèrement réprimée, les réseaux sociaux sont muselés, des dizaines de milliers d'opposants au régime croupissent dans les prisons ou sont tout simplement portés disparus. En 2016, l'Égypte a été jugée un des pays les plus liberticides au monde par le Legatum Institute, en se classant 140^e sur 142 pays pour l'index des libertés personnelles – seuls le Yémen et le Soudan seraient plus liberticides que l'Égypte.

En Egypte, plusieurs ONG accusent le gouvernement et la justice d'utiliser



création d'une pléthore d'organisations politiques et l'apparition de syndicats indépendants. Peu ont survécu aux différentes vagues de répression et aux divergences internes. Les différentes formes d'opposition au régime militaire qui subsistent continuent un travail souterrain de lutte clandestine, qui sert de toile de fond aux recompositions politiques en cours.

• *L'illusion nassérienne*

Hamdeen Sabahi, homme politique nassérien opposant de longue date à Sadate et Moubarak, avait été le candidat surprise des élections présidentielles de 2012. En effet, considéré au départ comme un candidat marginal, sa popularité augmenta rapidement dans les sondages au cours des derniers jours précédant le premier tour de l'élection. Il termina troisième avec 20,7% des voix contre 24,8% pour Morsi et 23,7% pour Shafiq (le candidat des pro-Moubarak). Fort d'un tel résultat, il tenta alors d'unifier les nassériens autour d'un nouveau parti, le Courant populaire, avec des personnalités telles que le journaliste Abdel Ghani, le dirigeant du syndicat indépendant (mais futur ministre du Travail de Morsi) Kamal Abou Eita, le fils de Nasser, Abdel Hakim...

Hamdeen Sabahi incarnait alors une nouvelle figure d'opposition proposant une troisième voie entre l'armée et les Frères musulmans. Mais à partir de 2012, sa critique s'est centrée principalement sur l'organisation des Frères. Il s'est écarté d'une position de troisième force politique en participant à la création du Front de salut national (FNS), ce qui marquait un changement d'attitude par rapport au CFSA. N'ayant pas tiré le bilan de la gestion du pouvoir par le CFSA après la chute de Moubarak, Sabahi n'analysait pas l'armée comme une force jouant un rôle de premier plan au service de la haute bourgeoisie égyptienne, mais comme une force patriotique au service du peuple. Il s'est logiquement rangé à ses côtés lors du coup d'Etat du 3 juillet 2013, trahissant ainsi la volonté de la révolution égyptienne d'en finir à la fois avec l'armée et avec les Frères musulmans.

En fait, la plupart des dirigeants du FSN partageaient les mêmes intérêts de classe que le gouvernement Moubarak – ou même celui de Morsi. Les revendications de la jeunesse révolutionnaire ne pouvaient pas trouver d'écho dans ce front, qui tentait de négocier avec les deux faces de la contre-révolution.

• *Où en sont les révolutionnaires ?*

Les forces révolutionnaires égyptiennes ont beaucoup souffert des années 1980/1990, d'une part à cause du contexte régional (intervention soviétique en Afghanistan, guerre civile libanaise, accords de Camp David concernant la Palestine), d'autre part du fait d'un contexte national de forte répression. Le mouvement ouvrier a été privé de continuité organisationnelle entre les années soixante-dix et la révolution de 2011. C'est une gauche révolutionnaire faible et divisée qui s'est engagée début 2011 dans le processus révolutionnaire.

La révolution a recomposé le champ révolutionnaire. Le positionnement face aux Frères témoigne des divergences au sein des gauches. En effet, si dans les années soixante-dix les islamistes étaient aux yeux de la majeure partie de la gauche égyptienne des forces fascistes au service de la bourgeoisie, on peut voir aujourd'hui certaines organisations tenter des alliances ponctuelles avec les Frères, notamment dans la lutte contre le régime militaire. Tandis que la totalité de la gauche stalinienne et de la gauche nassérienne estime que l'organisation des Frères est fasciste et tend la main à Sissi, une minorité à gauche, notamment mais pas seulement les Socialistes révolutionnaires, considère que les Frères sont une organisation réactionnaire de masse implantée dans la société égyptienne, avec laquelle il est possible de construire des alliances ponctuelles tout en restant indépendant à la fois de l'Etat et des Frères. Ceux qui s'opposent à cette orientation rétorquent que dans ce genre d'alliance, vu la disproportion des forces en présence, les militant-e-s de gauche se retrouveraient totalement satellisés par les Frères musulmans.

QUELLES PERSPECTIVES ?

Alors qu'après la destitution de Mohamed Morsi, le 3 juillet 2013, l'armée avait

reçu un large soutien de la population, la répression, mais surtout le fait que les conditions de vie ne se soient pas améliorées mais bien au contraire dégradées ont entamé sa popularité ainsi que celle du gouvernement. La répression dont ont été victimes les Frères musulmans a entraîné une radicalisation de certains d'entre eux. Les forces de gauche, quant à elles, tentent de faire émerger des revendications démocratiques pour résister à la vague répressive de la contre-révolution.

Un bel exemple en a été la manifestation du 25 avril 2016 qui a rassemblé, malgré leurs divergences, l'ensemble des forces démocratiques et progressistes suite à la rétrocession par l'Etat égyptien des îles Tiran et Sanafir (qui commandent l'entrée du golfe d'Aqaba) à l'Arabie Saoudite, contre la promesse d'un prêt. Ce jour-là, plusieurs milliers de protestataires se sont retrouvés dans la rue avec le mot d'ordre « L'Egypte n'est pas à vendre », ce qui n'était pas arrivé depuis de longs mois.

Malgré la répression qui s'en est suivie, c'est l'exemple de ce qu'il faudra faire pour que la révolution se poursuive. En effet, rien n'est à attendre d'un processus « par le haut », à l'image de la stratégie de Hamdeen Sabahi. Seul un mouvement large des jeunes et des travailleurs, comme celui qui a entraîné la chute de Hosni Moubarak, peut faire advenir un nouveau monde qui tarde à naître dans une région durement marquée par les conflits, les guerres civiles et le terrorisme. Plus que jamais, seule la réalisation des objectifs de la révolution peut éviter le choc des barbaries. □

1 Avec le concours d'une camarade résidant en Egypte.

2 Voir « Egypte, état des lieux » <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article38973>

3 L'Alliance populaire socialiste / Tahalouf / Socialist People's Alliance, a été créée le 26 janvier 2011. Elle regroupe divers courants issus de la gauche et de l'extrême-gauche (dont des militant-e-s issu-e-s des Socialistes révolutionnaires).

4 Karama est un courant post-nassérien de gauche, très actif dans les mobilisations ayant précédé la chute de Moubarak.

5 Egypte forte est dirigé par l'ancien Frère musulman Abdel Aboul Fotouh.

6 Le Courant populaire est le parti dirigé par Hamdeen Sabahi (voir note suivante).

7 Hamdeen Sabahi se réclame de Nasser. Il était arrivé en troisième position à l'élection présidentielle de 2012, avec seulement 3% de moins que le candidat arrivé en deuxième.

8 Union syndicale Solidaires : Communiqué et courriers au Président égyptien et au Ministre du travail, <https://solidaires.org/Solidarite-avec-les-travailleurs-des-chantiers-navals-d-Egypte> et <http://www.ctuws.com/en/content/international-solidarity-navy-shipyard-workers>

9 Ils ont ainsi cessé les ventes au régime égyptien. Voir, sur ces différents aspects, http://www.liberation.fr/planete/2016/09/25/corvee-de-corvettes-sur-le-port-d-alexandrie_1510130 et http://www.liberation.fr/planete/2016/09/25/defense-il-est-tres-difficile-d-effectuer-un-suivi-social-apres-un-deal_1510124

Triomphe et crise du néolibéralisme

PAR JEAN-PHILIPPE DIVÈS

Le mode de régulation et domination du capitalisme connu sous le nom de « néolibéralisme » s'est imposé à l'échelle mondiale il y a déjà bien des années. Mais il a aussi multiplié les facteurs d'instabilité au cœur du système. Loin d'avoir été éliminées, les crises se succèdent comme jamais.

Au tournant des années 1960-70, les capitalistes ne savaient trop que faire afin de restaurer des profits qui ne cessaient de chuter. Ils se trouvaient en fait confrontés à un double problème. D'une part, l'épuisement du boom d'après-guerre, cette période de croissance exceptionnelle fondée sur les besoins de la reconstruction et qui s'était maintenue durant vingt-cinq années, grâce au « compromis social » passé avec les bureaucraties de la gauche politique et syndicale, sous l'égide d'un Etat interventionniste. D'autre part, la montée d'un mouvement ouvrier militant et radical qui était à l'offensive et engrangeait des acquis, malgré l'emprise maintenue de ses directions réformistes.

La solution finalement trouvée a été d'adopter et appliquer les thèses, auparavant marginales, de Friedrich Hayek et Milton Friedman. Le banc d'essai du néolibéralisme a été le Chili de Pinochet, avec son économie orientée par les *Chicago boys* formés par Friedman et auxquels l'écrasement physique du mouvement ouvrier avait laissé les mains libres. L'envol s'est produit au tournant des années 1970-80, après les victoires électorales de Thatcher au Royaume-Uni et de Reagan aux Etats-Unis, qui se sont alors lancés dans une vaste contre-offensive et sont parvenus à infliger aux travailleurs des défaites sérieuses (contrôleurs aériens aux Etats-Unis en 1981, mineurs britanniques en 1985), débouchant sur un recul durable du mouvement ouvrier.

Dans la foulée, les politiques néolibérales se sont imposées dans le monde avec une vitesse fulgurante. Ce qui deviendra (en 1993, après le traité de Maastricht) l'Union européenne en avait adopté les principes à travers l'Acte

unique de 1986. En France, la « gauche » méditerranéenne s'y était pliée dès 1983, avant de leur donner une impulsion décisive sous le gouvernement Bérégovoy (1992-93). Devenue la deuxième économie mondiale, la Chine présente quant à elle le tableau particulier d'un « néolibéralisme d'Etat » qui se développe au prix d'un formidable accroissement des iné-

des contraintes qui limitaient son action et restauration de son pouvoir à un niveau jamais vu ; concentration accrue de la production autour des entreprises multinationales ; extension du marché mondial (Chine, Russie...) jusqu'au point où celui-ci a désormais atteint ses limites ; ouverture des marchés et mise en concurrence entre eux des travailleurs du monde

entier. Si la « mondialisation » (globalisation pour les anglo-saxons) est d'abord une tendance naturelle de l'économie – de toute économie –, le capitalisme l'a modelée de telle façon, en retournant les progrès technologiques contre les intérêts de l'immense majorité et en attisant les guerres de tous contre tous, que les menaces de barbarie se font de plus en plus présentes.

UNE MACHINE À PRODUIRE DES CRISES... ET DES RÉSISTANCES

Alors même qu'il facilitait un immense transfert de valeur des exploités vers leurs exploités, le néolibéralisme n'est cependant pas parvenu à restaurer durablement les taux de profit. Et ce qui est vrai sur une période longue l'est encore davantage lorsque l'on considère l'étape ouverte par la grande crise de 2007-2008 : près de dix ans après, ces taux restent globalement inférieurs à ce qu'ils étaient auparavant. D'où la nécessité

pour le système d'intensifier en permanence la concurrence inter-capitaliste et de poursuivre ses attaques tous azimuts contre les salariés.

Par ailleurs, en réduisant les salaires réels (la seule contre-tendance significa-



En couverture de l'hebdomadaire *The Economist* du 1^{er} octobre 2016.

galités et de dégâts écologiques sans précédent – tout en ayant engendré, aspect beaucoup plus positif, une nouvelle classe ouvrière, nombreuse et de plus en plus combative.

Les résultats sont connus : privatisations, casse des protections sociales, austérité anti-ouvrière permanente, casse des collectifs de travail et individualisation des salariés ; libération du capital financier





tive est aujourd'hui celle de la Chine), le capitalisme néolibéral tend à scier la branche sur laquelle il est assis, en affectant les conditions de réalisation de la plus-value – puisqu'il n'y a pas de profit sans acte de vente (ou prêt, ou location). Les subprimes, une des causes et le déclencheur de la crise dont on n'est toujours pas sorti, avaient précisément pour but de pallier la difficulté créée, pour les capitalistes, par la baisse du pouvoir d'achat des personnes souhaitant accéder à la propriété de leur logement.

Et là encore, la résultante est la même: exacerbation de la concurrence entre groupes capitalistes (et Etats qui les représentent), pression accrue sur les salaires et conditions de vie des prolétaires, qui compliquent à nouveau la production des profits – ce que François Chesnais a appelé «le cercle vicieux de la mondialisation». Cela, sans compter les conséquences dramatiques (attentats, afflux des réfugiés) des aventures impérialistes au Moyen-Orient. Il est un fait que des crises de tout type se succèdent et se superposent, sur fond d'ébranlement voire de tendances à la dislocation des sociétés. Ce qui vaut au niveau économique et social vaut également sur le plan politique. Le texte de Neil Davidson reproduit dans ce dossier souligne que «certains aspects [du] mode de régulation [néolibéral] s'avèrent, involontairement, préjudiciables au système» capitaliste dans son ensemble. A l'appui de cette affirmation, l'auteur cite l'émergence de la droite – notamment chrétienne fondamentaliste – du Parti républicain étatsunien et de celle, nationaliste anti-Union européenne, du Parti conservateur britannique. Un peu plus d'un an après l'écriture de ce texte, ses analyses se trouvent confirmées de façon assez éclatante. Tant le Brexit que les prises de position de Trump constituent des menaces pour le bon fonctionnement et la stabilité du système – et suscitent l'inquiétude des cercles dirigeants du capital le plus concentré.

Mais la crise du néolibéralisme produit aussi, symétriquement, des réactions sur la gauche – quoi de plus normal lorsque l'on sait que même dans les moments les plus difficiles, «la lutte de classe ne souffre pas d'interruption» (selon le mot de Trotsky en 1932, dans son texte *La révolution allemande et la bureaucratie stalinienne*). Ce sont d'abord de grands mou-

vements de masse, des Indignés espagnols et d'Occupy aux Etats-Unis, en 2011, jusqu'à la mobilisation contre la loi Travail, ici au printemps 2016. Et ce sont aussi des expressions électorales, y compris là où on les attendait le moins, dans les deux pays clés du néolibéralisme, à travers le social-démocrate modéré Bernie Sanders (mais aux Etats-Unis, même sa modération a un parfum subversif) et le social-démocrate un peu plus radical Jeremy Corbyn.

L'EXEMPLE DE L'UNION EUROPÉENNE

L'Union européenne est le fer de lance et le principal ordonnateur des politiques néolibérales en Europe. Elle se remet juste d'un ébranlement sérieux – la crise de l'euro –, qui n'a été surmonté qu'en imposant aux peuples une austérité et parfois une misère accrues, prenant dans le cas grec la dimension d'un véritable jeu de massacre. C'est à ce moment qu'est survenu le Brexit, largement inattendu. Côté britannique, le gouvernement de Teresa May a beau faire le fier-à-bras, le grand capital est inquiet. Par mesure de sécurité, les groupes financiers de la City étudient dès maintenant d'éventuelles délocalisations d'activités sur le continent européen et ailleurs (même si une hypothèse reste que l'on ait au final un Brexit *soft*, préservant le «passeport européen» de ces sociétés, mais à un prix économique et politique important, que les conservateurs britanniques devraient alors assumer). Quant à l'UE, c'est sa crédibilité même qui est affectée par le départ de la deuxième économie de la région.

Le 14 septembre devant le Parlement européen, Jean-Claude Juncker, président de la Commission, s'est montré particulièrement préoccupé. Il a signalé que «notre Union européenne traverse (...) une crise existentielle» et posé la question: «voulons-nous laisser notre Union se décomposer sous nos yeux? (...) nous devons être conscients que le monde entier nous regarde.» Son premier vice-président, Frans Timmermans, avait déclaré peu avant: «c'est la première fois, dans mon expérience consciente de la coopération européenne, que je pense que le projet pourrait réellement échouer.»

Juncker appelait à ce que le sommet européen de Bratislava (16 septembre 2016) soit l'occasion d'un sursaut, et multipliait dans le même temps les efforts pour tenter de redorer le blason de l'Union. Par exemple en affirmant: «cela signifie que les travailleurs doivent recevoir le même salaire pour le même travail au même endroit. C'est une question de justice sociale. Et c'est pourquoi la Commission soutient la proposition de di-

rective sur le détachement des travailleurs. Le marché intérieur n'est pas un endroit où les travailleurs d'Europe de l'Est peuvent être exploités ou soumis à des normes sociales moins strictes. L'Europe n'est pas le Far West, c'est une économie sociale de marché (...) Et que chaque entreprise, quelle que soit sa taille, doit payer des impôts là où elle fait des bénéfices. Cela s'applique aussi à des géants comme Apple, et ce, même si leur valeur boursière dépasse le PIB de 165 pays dans le monde. En Europe, nous n'acceptons pas que de puissantes sociétés obtiennent secrètement des accords illégaux sur leurs impôts» (allusion à l'accord passé entre Apple et le



gouvernement de la République d'Irlande).

Diable! Y aurait-il du nouveau? Pourrait-on voir une atténuation, même légère, des violences néolibérales? Mais de Bratislava, il n'est ressorti... rien. La réalité est que les dirigeants de l'Europe capitaliste, comme leurs homologues d'autres pays et régions du monde, n'ont aucun programme alternatif. La signature finale du CETA (le traité de libre-échange avec le Canada, avec ses dispositions qui déposent un peu plus les Etats au profit des multinationales, et aggravent les risques environnementaux et sanitaires) est venue signifier clairement qu'il n'y aura nul changement de direction. Tout continue comme avant – et continuera tant qu'un immense mouvement social ne viendra pas bousculer la donne.

UNE CONTESTATION MULTIFORME

Sous le titre «Pourquoi ils ont tort», l'heb-

domadaire *The Economist* a consacré le dossier de son numéro du 1^{er} octobre à une «*défense de la globalisation*» (en réalité, du néolibéralisme) contre les contestations dont elle est l'objet. L'illustration de une (voir page 13) présente l'éventail des oppositions, en y amalgamant des slogans plutôt de gauche («*Commerce équitable contre libre commerce*», «*Le capitalisme ne fonctionne pas*», etc.) et d'autres franchement de droite («*Construisons ce mur*», «*Notre pays d'abord*» et autres joyusetés). Cette prise de position répond à une situation dans laquelle le rejet du néolibé-



Le «*Taureau de Wall Street*» (œuvre d'Arturo Di Monica, devenue un symbole du néolibéralisme) sous étroite surveillance... Les barrières et policiers mis en place en septembre 2011, lors de l'irruption du mouvement Occupy, n'ont été retirés qu'en mars 2014. DR.

ralisme connaît aujourd'hui un nouvel élan, avec des oppositions venant de droite comme de gauche – ce qui constitue en partie une nouveauté. De Trump et des *Brexiters* aux post-fascistes du Front national, on peut même considérer que ce sont les critiques de droite qui, actuellement, semblent avoir le vent en poupe. Comment l'expliquer ?

Les aléas de la lutte des classes jouent bien sûr leur rôle. Ainsi des frustrations (le terme est faible) de l'immense espoir émancipateur qu'avaient représenté les révolutions arabes. Mais il faut aussi considérer les limites du mouvement social et de la gauche, principalement dans les pays développés.

Une vague de mobilisation antilibérale avait été inaugurée par le mouvement de novembre-décembre 1995 en France puis, au plan international, par les grandes manifestations de novembre 1999 à Seattle (Etats-Unis). Or elle a

échoué. Parce que le niveau de conscience moyen des travailleurs et des jeunes mobilisés, largement imprégné de l'illusion d'un retour au capitalisme plus «*civilisé*» (et quelque peu idéalisé) des Trente Glorieuses, restait trop perméable aux tromperies pseudo-réformistes et démocratiques bourgeoises (comme on l'a vu en France, des illusions envers la gauche plurielle de Jospin à la farce du «*votez escroc, pas facho*» de la présidentielle de 2002). Mais aussi et surtout, parce que toutes les directions portées au pouvoir par des mouvements de masse les ont systématiquement trahis.

L'exemple le plus emblématique est celui de la scandaleuse capitulation de Syriza et du gouvernement Tsipras – nous lui avons consacré dans ces pages plusieurs articles et dossiers. Mais c'est loin d'avoir été un phénomène isolé. En Amérique latine, le Parti des travailleurs du Brésil, qui avait été à l'origine des «*forums sociaux*», plus largement de l'émergence du mouvement (désormais défunt) «*altermondialiste*», a suivi une ligne social-néolibérale, de soutien et de déploiement international du capitalisme brésilien, dès son installation au pouvoir début 2003. Quant à l'expérience chaviste, qui avait elle aussi suscité d'immenses espoirs, elle s'achève maintenant en catastrophe faute d'avoir voulu s'attaquer au pouvoir et au système capitalistes. Un dernier exemple, à une échelle certes plus modeste, vient d'être donné par le gouvernement «*socialiste*» wallon de Paul Magnette, qui a fait passer le CETA après avoir fait mine de s'y opposer, ce qui a contribué en outre à recouvrir d'un (léger et fragile) vernis antilibéral ce traité capitaliste néolibéral par excellence.

Une explication – nullement une «*excuse*» – est que le néolibéralisme, avec la mondialisation capitaliste qu'il a développée et modelée, limite de façon drastique les marges de manœuvre pour des politiques réformistes améliorant tant soit peu la situation des classes populaires. C'est en tout cas la cause première du tournant à droite de la quasi-totalité des directions qui affirmaient les représenter; et aussi le facteur essentiel qui rend encore plus nécessaire (ce qui ne signifie pas facile) la défense d'une politique révolutionnaire, radicalement anticapitaliste.

A QUAND L'ANTICAPITALISME RÉVOLUTIONNAIRE ?

La première vague antilibérale s'était développée à peine vingt ans après la

fin des Trente Glorieuses, quand le souvenir de leur capitalisme keynésien et régulé restait encore très vivace. L'affirmation qu'«*un autre monde est possible*» masquait alors l'absence de réponse – ou la multiplicité des réponses – à la question pourtant évidente «*quel autre monde ?*» Dans cette situation, nous devions partir de la conscience moyenne des secteurs mobilisés, en tentant d'expliquer que pour être vraiment antilibéral, il fallait être anticapitaliste.

Alors que débute la deuxième vague antilibérale, nous sommes confrontés à une situation différente. Les nouvelles générations n'ont jamais vécu le keynésianisme, disparu depuis quarante ans. Dans le mouvement social, comme on l'a vu durant la mobilisation contre la loi Travail, elles sont beaucoup plus disponibles à des idées radicales, le sentiment anticapitaliste et l'idée de révolution y sont bien plus facilement acceptés et intégrés.

Evidemment, les fausses consciences réformistes se maintiennent et resurgissent (que l'on pense seulement à l'impact extraordinaire du corbynisme, un phénomène par ailleurs progressiste), ou bien se renouvellent sous d'autres formes, du développement de l'autonomisme antipolitique à celui du souverainisme de gauche, incarné dans notre pays par le national-républicain Jean-Luc Mélenchon. La confrontation politique – dans l'action et dans le débat – avec ces différents courants devient une composante indispensable de toute orientation révolutionnaire.

L'autre aspect nouveau est la «*concurrence*» de secteurs de droite (généralement, extrême et raciste). Les combattre sur le terrain et leur répondre sur le fond est une autre obligation de la période.

Ce qui est dans tous les cas certain est que pour cela, sauf à se décrédibiliser et à contribuer à renforcer ces secteurs ultra-réactionnaires, toute alliance avec le *mainstream* néolibéral est à exclure. Un enseignement majeur de la campagne du Brexit est ainsi de ne surtout pas laisser à la droite et à l'extrême droite le monopole du combat contre l'Union européenne. Tout comme celui de la campagne électorale US est la nécessité impérieuse de maintenir, face aux sirènes du «*moindre mal*», une position indépendante des deux options capitalistes concurrentes. □

UN ENTRETIEN AVEC DAVID HARVEY

Le néolibéralisme est un projet politique

PROPOS RECUEILLIS PAR BJARKE SKÆRLUND RISAGER

*Auteur de nombreux autres ouvrages, le géographe britannique David Harvey a publié en 2005 le livre *A Brief History of Neoliberalism*¹, qui a fait date dans le décryptage de ce nouveau mode de domination capitaliste. L'interview que nous reproduisons ici a été réalisée pour le site de la revue étatsunienne *Jacobin*² (traduction, Régine Vinon).*

Néolibéralisme est un terme utilisé massivement de nos jours. Mais ce que les gens mettent derrière est plutôt flou. Dans son usage le plus systématique, il se réfère à une théorie, une palette d'idées, une stratégie politique ou une période historique. Pouvez-vous commencer par donner votre interprétation du néolibéralisme ?

J'ai toujours dit que le néolibéralisme était un projet politique lancé par la classe capitaliste alors qu'elle se sentait très menacée politiquement et économiquement, de la fin des années 1960 jusqu'aux années 1970. Ils voulaient désespérément mettre en avant un projet politique qui jugulerait la force de la classe ouvrière [...]

La classe capitaliste a alors vraiment pris peur et s'est demandée quoi faire. Elle n'était pas omnisciente, mais savait qu'il y avait un certain nombre de fronts sur lesquels elle devait lutter : le front idéologique, le front politique et par-dessus tout, la nécessité de réduire par tous les moyens possibles le pouvoir de la classe ouvrière. C'est à partir de là qu'a émergé le projet politique que j'appellerais néolibéralisme.

Pouvez-vous nous en dire un peu plus à propos des fronts politique et idéologique, ainsi que sur les attaques contre le monde du travail ?

Sur le front idéologique, cela consista à suivre l'avis d'un type dénommé Lewis Powell, qui avait écrit un mémorandum disant que les choses avaient été trop loin et que le capital avait besoin d'un projet collectif. Cette note aida à mobiliser la Chambre de commerce et la Table ronde des affaires. Les idées avaient alors leur importance. Ces

gens pensaient qu'il était impossible d'organiser les universités parce qu'elles étaient trop progressistes, et le mouvement étudiant trop fort. Du coup, ils ont mis en place tous ces groupes de réflexion, ces think tanks comme l'Institut de Manhattan, les fondations Ohlin ou Heritage. Ces groupes mettaient en avant les idées de Friedrich Hayek, de Milton Friedman et de l'économie de l'offre.

Le plan était que ces think tanks fassent des recherches sérieuses [...] qui seraient alors publiées de façon indépendante, influenceraient la presse et feraient peu à peu le siège des universités. Ce processus a pris du temps. Je pense qu'ils en sont maintenant à un point où ils n'ont plus besoin de choses telles que la fondation Heritage. Les universités ont été largement pénétrées des projets néolibéraux qui les environnent.

En ce qui concerne le travail, le défi consistait à rendre le coût du travail local compétitif par rapport au coût du travail globalisé. Une solution aurait été de faire appel à de la main-d'œuvre immigrée. Dans les années 1960, par exemple, les Allemands ont fait appel aux Turcs, les Français aux Maghrébins et les Anglais à des travailleurs issus de leurs anciennes colonies. Mais cela avait créé beaucoup de mécontentement et d'agitation sociale.

Les capitalistes ont cette fois choisi l'autre voie : exporter le capital là où il y avait une force de travail peu chère. Mais pour que la globalisation fonctionne, il fallait réduire les tarifs et renforcer le capital financier, car ce dernier est la forme de capital la plus mobile. Le capital financier et le fait de rendre les monnaies flottantes devinrent essentiels pour juguler la classe ouvrière. En

même temps, les projets de privatisation et de dérégulation créèrent du chômage. Donc, chômage à l'intérieur du pays et délocalisations à l'extérieur, ainsi qu'une troisième composante, le changement technologique, la désindustrialisation à travers l'automatisation et la robotisation. Telle a été la stratégie pour écraser la classe ouvrière [...]

Depuis la publication en 2005 de « Brève histoire du néolibéralisme », beaucoup a été écrit sur ce concept. Il semble y avoir principalement deux camps : des chercheurs qui sont plus intéressés par l'histoire intellectuelle du néolibéralisme et des gens qui sont surtout concernés par le « néolibéralisme réellement existant ». Où vous situez-vous ?

Il existe une tendance dans les sciences sociales, à laquelle je tente de résister, qui consiste à rechercher une formule magique pour expliquer un phénomène. Il y a ainsi une série de gens qui disent que le néolibéralisme est une idéologie et qui en écrivent une histoire idéalisée. Un exemple en est le concept de Foucault de « *gouvernementalité* » [désignant une présumée rationalité propre à la fonction de gouverner, NdTr] qui voit des tendances néolibérales déjà présentes au 18^e siècle. Mais si vous appréhendez le néolibéralisme uniquement comme une idée ou un ensemble de pratiques limitées de « *gouvernementalité* », vous trouverez de nombreux précurseurs.

Ce qui manque ici, c'est la manière dont la classe capitaliste a déployé ses efforts durant les années 1970 et le début des années 1980. Je pense qu'il est juste de dire qu'à cette époque, pour le moins dans le monde anglo-saxon, elle s'est

passablement unifiée. Les capitalistes se sont mis d'accord sur beaucoup de choses, comme la nécessité de forces politiques qui les représentent réellement [...]

Cette période s'est caractérisée par une grande offensive sur plusieurs fronts, idéologique et politique, et la seule façon de l'expliquer est de reconnaître le haut niveau de solidarité de la classe capitaliste. Le capital a réorganisé son pouvoir dans une tentative désespérée de retrouver sa prospérité économique et son influence, qui avaient été sérieusement entamées de la fin des années 1960 jusqu'aux années 1970.

Il y a eu de nombreuses crises depuis 2007. Comment le concept et l'histoire du néolibéralisme peuvent-ils nous aider à les comprendre ?

Il y a eu très peu de crises économiques entre 1945 et 1973. Dans cette période, on a traversé des problèmes sérieux mais pas de crises majeures. Le tournant vers les politiques néolibérales s'est opéré au cours des années 1970 dans le cadre d'une crise sévère, et l'ensemble du système a subi depuis

et de prêt; puis une énorme crise en 1990 en Suède, où toutes les banques ont dû être nationalisées; et bien sûr, l'Indonésie et le Sud-est asiatique en 1997-1998, avant que la crise n'atteigne la Russie, puis le Brésil et l'Argentine en 2001-2002. Il y a enfin eu des problèmes aux Etats-Unis en 2001, dont ces derniers se sont sortis en prenant de l'argent à la Bourse pour l'injecter dans le marché du logement. En 2007-2008, le marché du logement a implosé, et cela a été la grande crise. Vous pouvez regarder une carte du monde et visualiser les crises parcourant la planète.

Le concept de néolibéralisme est utile afin de comprendre ces phénomènes. Un des grands changements du néolibéralisme a été, en 1982, de débarrasser la Banque mondiale et le FMI de tous leurs keynésiens. Ils ont été remplacés par des théoriciens néoclassiques de l'offre et la première chose que ceux-ci ont décidé est que dorénavant, le FMI suivrait face à toute crise une politique d'ajustement structurel.

En 1982, le Mexique a connu une crise de la dette. Le FMI a dit « nous allons vous sauver ». En fait, ils ont sauvé les banques d'investissement new-

Cette pratique est devenue un classique. Que font-ils aujourd'hui à la Grèce ? C'est presque une copie conforme de ce qu'ils ont fait au Mexique en 1982. Et c'est aussi ce qui s'est passé aux Etats-Unis en 2007-2008. Ils ont renfloué les banques et fait payer l'addition à la population à travers des politiques d'austérité.

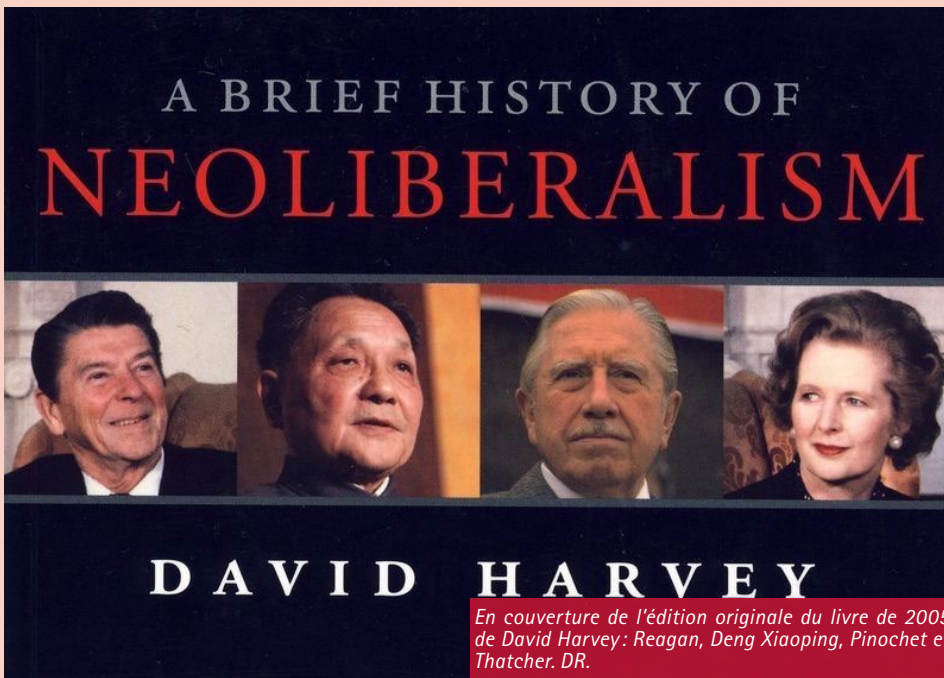
Y a-t-il quelque chose, dans les crises récentes et la façon dont elles ont été gérées par les classes dirigeantes, qui vous ferait revoir aujourd'hui votre théorie du néolibéralisme ?

Eh bien, je ne crois pas que la solidarité de la classe capitaliste soit aujourd'hui ce qu'elle était alors. Au niveau géopolitique, les Etats-Unis ne sont plus en position de mener la danse comme ils le faisaient dans les années 1970.

Je pense que nous assistons à une régionalisation des structures globales de pouvoir au sein du système des Etats, avec des hégémonies régionales comme celles de l'Allemagne en Europe, du Brésil en Amérique latine ou de la Chine en Asie de l'Est. Evidemment, les Etats-Unis conservent une position dominante, mais les temps ont changé. Obama peut se rendre au G20 et dire « nous devons faire ceci », et Angela Merkel lui répondre « nous ne le ferons pas », ce qui était unimaginable dans les années 1970. La situation géopolitique s'est donc régionalisée, il y a davantage d'autonomie. Je pense que c'est en partie un résultat de la fin de la guerre froide. Des pays comme l'Allemagne ne dépendent plus de la protection des Etats-Unis.

Par ailleurs, ce que l'on a appelé « la nouvelle classe capitaliste » des Bill Gates, d'Amazon et de la Silicon Valley, a une politique qui diffère de celle des géants traditionnels du pétrole et de l'énergie. Le résultat est que chacun essaie de suivre sa propre voie, ce qui entraîne des conflits entre par exemple l'énergie et la finance, l'énergie et la Silicon Valley, etc. Il existe de sérieuses divergences sur des sujets tels que le changement climatique, par exemple.

Un autre aspect qui me paraît crucial est que la poussée néolibérale des années 1970 ne s'est pas imposée sans de fortes résistances. Il y a eu d'importantes réactions de la classe ouvrière, des partis communistes en Europe, etc.



une série d'autres crises. Bien entendu, celles-ci produisent à chaque fois toutes les conditions des crises à venir. En 1982-1985, il y a ainsi eu la crise de la dette au Mexique, au Brésil, en Equateur et, sur le fond, de tous les pays en développement, y compris la Pologne. En 1987-1988, on a vu aux Etats-Unis une grande crise des sociétés d'épargne

new-yorkaises et imposé des politiques d'austérité. Comme résultat des politiques d'ajustement structurel du FMI, la population mexicaine a subi une perte de pouvoir d'achat de l'ordre de 25% dans les quatre années qui ont suivi 1982. Depuis, le Mexique a subi quatre autres ajustements structurels. De nombreux pays en ont connu plus d'un.



Mais je dirais qu'à la fin des années 1980, la bataille avait été perdue. Et comme la classe ouvrière n'a plus le pouvoir dont elle disposait à cette époque, la solidarité au sein de la classe dirigeante n'est plus aussi nécessaire. Il n'y a plus de menace sérieuse venue d'en bas. La classe dirigeante se débrouille très bien et n'a pas à changer grand-chose.

Si la classe capitaliste se débrouille bien, en revanche, le capitalisme va plutôt mal. Les taux de profit se sont rétablis mais les taux de réinvestissement sont extrêmement bas, de sorte que beaucoup d'argent ne retourne pas dans la production mais est consacré à l'accumulation de terres ou à des rachats d'actifs.

Parlons un peu plus des résistances. Dans vos travaux, vous insistez sur le fait, apparemment paradoxal, que l'offensive néolibérale se soit déroulée parallèlement à un déclin dans la lutte de classe, au moins dans le Nord, en faveur de « nouveaux mouvements sociaux » pour la liberté individuelle. Pourriez-vous expliquer comment le néolibéralisme donne naissance à certaines formes de résistance ?

Voici une question à méditer : qu'est ce qui fait que chaque mode de production dominant, avec sa configuration politique particulière, crée un mode d'opposition qui en constitue le reflet ? A l'époque de l'organisation fordiste de la production, le reflet était un mouvement syndical centralisé et des partis politiques s'appuyant sur le centralisme démocratique. A l'époque néolibérale, la réorganisation de la production vers une accumulation flexible a produit une gauche qui est aussi, à bien des titres, son reflet : travail en réseaux décentralisés, non hiérarchisés. Je trouve que c'est très intéressant. Et que jusqu'à un certain point, le reflet du miroir valide ce qu'il essaie de détruire. Le mouvement syndical a ainsi soutenu le fordisme.

Je crois qu'en ce moment beaucoup de gens à gauche, en étant très autonomes et anarchisants, renforcent en fait le néolibéralisme dans sa fin de partie. Beaucoup de gens à gauche n'aiment pas entendre de tels propos. Mais la

question qui se pose est évidemment : y a-t-il un moyen de s'organiser qui ne soit pas en miroir du néolibéralisme ? Pouvons-nous briser ce miroir et organiser quelque chose d'autre, qui ne joue pas le jeu du néolibéralisme ?

La résistance au néolibéralisme peut prendre de nombreuses formes. Dans mes travaux, je mets l'accent sur le fait que le lieu de réalisation de la valeur est aussi un point de tension. La valeur est produite dans le processus du travail, et c'est un aspect très important de la lutte de classe. Mais la valeur se réalise sur le marché à travers la vente, et une bonne partie de la politique y est liée. Une grande part de la résistance à l'accumulation du capital s'exprime non seulement sur le lieu de production, mais aussi à travers la consommation, dans la sphère de la réalisation de la valeur.

Prenez une usine automobile : quand de grandes usines pouvaient employer auparavant près de 25 000 personnes, elles en emploient aujourd'hui 5000 parce que la technologie a réduit le besoin en travailleurs. Le travail se trouve ainsi de plus en plus déplacé de la sphère de la production vers celle de la vie dans la cité. Le principal centre de mécontentement dans le cadre des dynamiques capitalistes se déplace vers la sphère de réalisation de la valeur, vers les politiques qui impactent la vie quotidienne dans la ville. Les ouvriers se préoccupent évidemment de nombreuses choses. Si nous sommes à Shenzhen en Chine, les luttes dans le cadre du processus de travail sont dominantes. Et aux Etats-Unis, nous aurions soutenu par exemple la grève de Verizon¹.

Mais dans de nombreux endroits, ce qui domine sont les luttes autour de la qualité de la vie quotidienne. Regardez les grandes luttes des dix à quinze dernières années. Un conflit comme celui du Parc Gezi à Istanbul n'était pas une lutte ouvrière, le mécontentement portait sur la politique quotidienne, le manque de démocratie et le mode de prise des décisions. Dans les émeutes des villes brésiliennes, en 2013, ce sont encore des problèmes de vie quotidienne qui ont été le déclencheur : les transports et les dépenses somptuaires pour la construction de grands stades au détriment des écoles, des hôpitaux et de logements abordables. Les émeutes que nous avons vues à Londres, à Paris ou à Stockholm ne concernaient pas le processus de travail, mais la vie quoti-

dienne.

Dans ce domaine, la politique est très différente de celle qui est mise en œuvre sur le lieu de production. Dans la production, le conflit se situe clairement entre capital et travail. Les luttes pour la qualité de vie sont moins claires en terme de configuration de classe. Des politiques clairement de classe, qui procèdent habituellement d'une compréhension du processus de production, deviennent théoriquement plus vagues à mesure qu'elles deviennent plus concrètes. Elles relèvent d'un problème de classe, mais pas dans son acception classique.

Pensez-vous que l'on parle trop de néolibéralisme et pas assez de capitalisme ? Quand est-il plus approprié d'utiliser l'un ou l'autre de ces termes, et quels sont les risques à les confondre ?

De nombreux libéraux disent que le néolibéralisme est allé trop loin en terme d'inégalités de revenus, que toutes ces privatisations sont allées trop loin et qu'il y a de nombreux biens communs à protéger, comme l'environnement. Il y a aussi bien des façons de parler du capitalisme, comme lorsque l'on parle d'une économie de partage, qui s'avère en fait être hautement capitaliste et exploiteuse.

Il y a la notion de capitalisme éthique, qui signifie seulement être raisonnablement honnête au lieu de voler. Des gens pensent qu'une réforme de l'ordre néolibéral vers une autre forme de capitalisme est possible. Je pense qu'il serait possible d'avoir une forme de capitalisme meilleure que celle existant aujourd'hui – mais pas tellement meilleure. Les problèmes fondamentaux sont à présent si profonds que sans un vaste mouvement anticapitaliste, il sera en fait impossible d'aller où que ce soit. Je voudrais donc poser les questions actuelles en termes d'anticapitalisme plutôt que d'anti-néolibéralisme. Et lorsque j'entends des gens parler de néolibéralisme, il me semble que le danger est de croire que ce n'est pas le capitalisme lui-même, sous une forme ou une autre, qui serait en cause [...] □

¹ Chez Oxford University Press. Publié en français en 2014 aux éditions Prairies ordinaires.

² <https://www.jacobinmag.com/2016/07/david-harvey-neoliberalism-capitalism-labor-crisis-resistance>, publié le 23 juillet 2016. Quelques coupes opérées pour des raisons de place sont signalées entre crochets.

³ Sept semaines de grève chez ce géant des télécommunications ont notamment permis d'obtenir 10,5% d'augmentation des salaires sur trois ans pour 36 000 salariées et l'embauche de 1400 personnes d'ici à 2019.

Le néolibéralisme comme agent de l'autodestruction du capitalisme

PAR NEIL DAVIDSON

Dans ce texte publié en août 2015 sous forme de « thèses »¹, le marxiste révolutionnaire écossais Neil Davidson estime que le néolibéralisme ne fait, en définitive, qu'exacerber tous les facteurs de crise inhérents au système capitaliste (traduction, Jérôme Beuzelin).

On peut dire de l'époque néolibérale qu'elle a débuté avec la crise de 1973, ou plus précisément avec la réponse stratégique que les gestionnaires de l'Etat et les patrons lui ont apportée. Les époques précédentes de l'histoire du capitalisme avaient eu tendance à s'achever en crises systémiques prolongées : celle de 1973 par exemple, qui a mis fin à l'époque du capitalisme d'Etat initiée en 1929. L'époque néolibérale, cependant, outre qu'elle a survécu à la crise commencée en 2007, a vu ses caractéristiques principales se généraliser et se durcir, plutôt que l'inverse.

Mais si le néolibéralisme a massivement accru la richesse de la classe capitaliste mondiale, a-t-il dans le même temps restauré la santé du système lui-même ? Après tout, la crise qui a engendré le néolibéralisme avait été causée par la fin de la période de croissance sans précédent ayant caractérisé le boom d'après-guerre, ainsi que par l'accélération subséquente du déclin du taux de profit, auparavant freiné par les contre-tendances à l'œuvre depuis la Deuxième Guerre mondiale – avant tout à travers les dépenses d'armement.

Ces niveaux de croissance n'ont plus jamais été retrouvés, mais il serait faux d'affirmer que le capitalisme n'a pas connu de récupération après 1973. Le boom de 1982 à 2007 a été certainement inégal, ponctué de crises financières particulièrement aiguës et de récessions en 1987, 1991, 1997 et 2000 ; mais il s'agissait d'expressions normales du cycle des affaires, et seule une comparaison obsessionnelle avec la période unique et non reproductible de 1948 à 1973 pouvait alors justifier de les décrire comme des manifestations de crise. Quand celle-ci a réapparu pour de bon en 2007-2008, cela

a simplement prouvé que le néolibéralisme n'était pas plus capable de prévenir ce phénomène de façon permanente que tout autre mode de régulation capitaliste.

DES ASPECTS PRÉJUDICABLES AU SYSTÈME

Le néolibéralisme représente pourtant bien un paradoxe pour le capitalisme. Son succès relatif en tant que stratégie de la classe dirigeante, en particulier pour affaiblir le mouvement syndical et réduire la part des profits allant au tra-

des capitalistes individuels.

Car les capitalistes sont non seulement peu intéressés à un intérêt général plus large, ce qui est tout sauf une surprise, mais ils sont tout aussi incapables de servir correctement leurs propres intérêts de classe collectifs – ce qui peut sembler plus surprenant, mais nous verrons que c'est un phénomène qui vient de loin et a été observé par nombre de grands théoriciens sociaux depuis la fin du 18^e siècle. Le résultat est que ce sont les Etats capitalistes – ou plus exactement, leurs gestionnaires – qui ont en



Thatcher et Reagan en 1981, fers de lance de l'offensive néolibérale. DR.

vail, a aider à masquer le fait que certains aspects de ce mode de régulation s'avéraient, involontairement, préjudiciables au système. Servir les riches et leurs intérêts, ce n'est pas toujours la même chose que servir le capital ; cela peut même, en certaines circonstances, entrer en contradiction. Faire simplement ce que veulent les riches a peu de chances de produire des résultats qui bénéficient au système dans son ensemble, même si cela peut accroître la richesse

général rempli ce rôle ; mais, au moins dans l'Occident développé, les régimes néolibéraux affichent de plus en plus une adhésion acritique aux vœux de court terme d'intérêts capitalistes particuliers.

Et ce n'est pas le seul problème : les para-



mètres de plus en plus étroits des politiques néolibérales, avec des choix canonnés au fait d'agir sur des questions « sociales » plutôt qu'« économiques », ont favorisé l'émergence de partis d'extrême droite, le plus souvent focalisés sur les questions migratoires, qui ont pu diviser profondément les collectifs de travailleurs mais dont les politiques ne sont, en dehors de cela, en rien favorables aux intérêts du capital [...]

Dans ce qui suit, je vais surtout me baser sur l'expérience du Royaume-Uni et des Etats-Unis, puisqu'ils ont été les premiers Etats-nation à se voir imposer le néolibéralisme dans des conditions démocratiques – à la différence du Chili ou de la Chine, par exemple – et aussi ceux où, à bien des égards, cette mutation est allée le plus loin. Pour comprendre la vraie nature des difficultés que le néolibéralisme a par inadvertance causées au capitalisme, il nous faut commencer par réexaminer le rôle des Etats capitalistes « en général ».

SUR LE RÔLE DE L'ETAT CAPITALISTE

Comment les Etats capitalistes opéraient-ils avant le néolibéralisme ? Le système capitaliste s'est développé sur deux bases fondamentales : la compétition « horizontale » entre capitalistes et le conflit « vertical » entre capital et travail. Le rôle de l'Etat capitaliste est d'imposer un ordre social déterminé par ces deux processus : sur les capitaux en compétition, afin que les rapports de marché ne s'effondrent pas dans une « guerre de tous contre tous », et sur le conflit entre capital et travail afin qu'il continue à être résolu dans l'intérêt du premier.

Au-delà, les Etats doivent aussi établir des « conditions générales de production » que les capitaux individuels en compétition ne voudraient ou ne pourraient pas garantir, ce qui inclut un minimum d'infrastructures techniques et de protection sociale. Ces fonctions sont principalement « internes » au territoire des Etats-nation, mais doivent également représenter « au-dehors », par rapport à d'autres Etats et intérêts capitalistes, l'intérêt collectif de la classe capitaliste « interne », y compris par la conduite de la guerre.

Afin de maintenir ses liens avec le capital dans ses multiples incarnations, l'Etat doit partiellement en refléter la fragmentation. Ses actions ne viseront

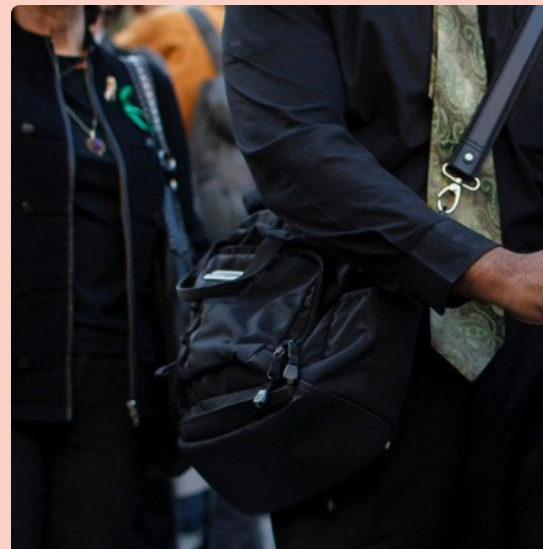
de ce fait pas nécessairement la satisfaction directe de l'intérêt collectif de la classe dirigeante, ce qui est effectivement essentiel s'il doit apparaître comme un arbitre entre différents intérêts de classe ou autres, mais il s'assurera que ces actions soient en dernier ressort *subordonnées* aux intérêts des classes dirigeantes. Quoi qu'il en soit, l'Etat capitaliste a plutôt eu tendance à ne pas être dirigé par les capitalistes eux-mêmes. Pourquoi ?

Les premiers théoriciens sociaux à se préoccuper du système capitaliste émergent – auquel ils se référaient en tant que « société commerciale » – étaient sans ambiguïté dans leur appréciation de l'étroitesse des intérêts d'affaires. Puisqu'Adam Smith est – très injustement – considéré comme le saint-patron du néolibéralisme, il est intéressant de se remémorer ses opinions, tout-à-fait tranchées et rafraichissantes, sur la capacité des intérêts d'affaires à tromper et opprimer, et leur incapacité à voir au-delà de leurs propres intérêts immédiats.

Près d'un siècle plus tard, dans les années 1860, le plus grand successeur de Smith, Karl Marx, a pu démontrer dans *Le Capital* que les British Factory Acts² étaient un exemple de l'obligation pour l'Etat d'intervenir afin de réguler les activités du capital, contre l'opposition initiale des capitalistes eux-mêmes. Rappelant tout l'épisode législatif, Marx nota que seul le passage par le parlement avait pu forcer le capital à concéder la limitation de la durée du travail. Et en effet, les positions les plus irréconciliables avaient été exprimées, non par les patrons mais par leurs idéologues, le plus notable étant Herbert Spencer, chez qui nous pouvons déceler l'ancêtre véritable du néolibéralisme contemporain lorsqu'il dénonçait dans toute forme d'intervention étatique le spectre de l'esclavage socialiste.

La thèse de l'incapacité bourgeoise n'était pas uniquement le fait de soutiens critiques du capitalisme tels que Smith, ou de ses adversaires comme Marx. Joseph Schumpeter ne le cédait à personne dans son admiration pour l'entrepreneur héroïque, mais il a aussi noté pendant la Deuxième Guerre mondiale qu'à la possible exception des États-Unis, la bourgeoisie était si incapable de s'autogouverner qu'elle avait besoin d'un groupe non bourgeois en tant que « maître ». Sans le type de contrainte fourni par ce cadre précapitaliste, les instincts les plus raisonnables de la

bourgeoisie seraient engloutis par la pulsion de ce que Schumpeter appelait « la destruction créatrice ». La délégation de pouvoir à l'Etat procède ainsi d'une inaptitude de la classe capitaliste, comparée à d'autres classes dirigeantes dans l'histoire : les seigneurs féodaux avaient joué un rôle à la fois politique et écono-



Les 99 % contre le 1 % : pendant le mouvement Occupy Wall Street, fin 2011 aux Etats-Unis. DR.

mique, mais la bourgeoisie ne savait assumer que le second – même si la nécessité pour les capitalistes de consacrer leur temps au processus d'accumulation et à leurs multiples divisions internes militait aussi pour qu'ils n'assument pas directement les fonctions de gouvernement.

ADMINISTRATEURS DE L'ETAT ET POLITICIENS PROFESSIONNELS

Mais Schumpeter était trop pessimiste : en particulier depuis la Première Guerre mondiale, les classes précapitalistes qui avaient agi en bergers du capital ont été de plus en plus remplacées par des administrateurs de l'Etat : les politiciens professionnels et les hauts-fonctionnaires, responsables respectivement des volets législatif et exécutif de l'Etat. Au niveau le plus fondamental, l'intérêt commun entre les capitalistes et les administrateurs de l'Etat dérive de leur position de classe commune : les uns et les autres font partie de la bourgeoisie. Si l'on visualise correctement la bourgeoisie comme une série de cercles concentriques, alors la classe capitaliste en tant que telle (les propriétaires et contrôleurs effectifs du capital) en occupe le centre et une série d'autres couches se succèdent vers la périphérie, où les rapports se font moins directs avec les activités économiques centrales

de la production, de l'exploitation et de la compétition, et se centrent plus sur les aspects idéologiques, administratifs ou techniques, néanmoins essentiels à la reproduction du capitalisme.

Les revenus versés à ces administrateurs proviennent des fonds de l'Etat et donc au final d'une partie de la plus-value so-



ciala totale produite par la classe ouvrière, comme le sont les profits, les intérêts et les rentes reçues par divers types de capitalistes privés [...] Sur ce plan, les intérêts des administrateurs de l'Etat et des capitalistes concordent.

Les deux groupes partagent un même engagement idéologique au service du capital, mais leurs intérêts particuliers proviennent de territoires distincts de la totalité capitaliste, dans ses diverses expressions nationales. Une formation commune au sein des écoles, universités et clubs aide à consolider une conscience de classe qui articule tous ces intérêts, mais une des raisons plus fondamentales est que toute l'activité des Etats est subordonnée à l'accumulation du capital.

Dans le cas britannique, l'Etat ne parvient peut-être pas à le faire aussi bien que le souhaiterait la classe capitaliste, mais cela pointe les difficultés à gérer un déclin relatif à long terme plutôt qu'une divergence d'objectif de la part des administrateurs. Quelle que soit leur origine de classe, les administrateurs et les capitalistes sont réunis par des relations de soutien mutuel. Les premiers ont besoin des ressources apportées par les capitalistes nationaux individuels, en premier lieu à travers les impôts et les emprunts, afin de répondre aux besoins du capital national dans son ensemble;

les seconds ont besoin d'initiatives politiques spécifiques pour renforcer la position de leur secteur du capital national dans la compétition économique mondiale.

ETAT CAPITALISTE ET RÉGIME NÉOLIBÉRAL

Il y a néanmoins toujours eu des tensions, tout d'abord la crainte de la part des capitalistes que les Etats – qu'ils considèrent comme des entités autonomes wébériennes poursuivant leurs propres intérêts – finissent par restreindre ou abolir leurs droits à la propriété privée. Ce qui rend ces craintes plausibles est que les administrateurs de l'Etat doivent à la fois faciliter le processus d'accumulation et atténuer ses effets sur la population et l'environnement, ce qui nous ramène aux Factory Acts et aux réactions qu'ils ont entraînées chez les capitalistes, tels que Marx les avait décrites en 1867.

L'époque néolibérale a-t-elle vu la classe capitaliste parvenir à finalement «*entraîner le Léviathan*», pour citer le titre d'un des premiers textes néolibéraux signé par William Waldegrave³? Nous devons dire clairement que les Etats capitalistes eux-mêmes n'ont pas changé de nature: ils ont toujours à accomplir les fonctions centrales qui viennent d'être décrites. Il n'existe pas «*d'Etat néolibéral*», mais il y a bien des «*régimes néolibéraux*». Dans le cas du Royaume-Uni, ce régime a débuté, non pas au moment de la victoire électorale de Margaret Thatcher en 1979, mais à peu près à mi-parcours du gouvernement travailliste précédent de 1974-1979 et il persiste à ce jour avec des variations [...]

Ce qui a changé est que la relation particulière entre les régimes néolibéraux et le capital, depuis les années 1970, a empêché les Etats d'agir efficacement dans le sens des intérêts collectifs, à long terme, du capitalisme. Les régimes néolibéraux ont de plus en plus abandonné toute réflexion globale sur ce que pourrait être les conditions de la croissance, hors le besoin supposé de baisser les impôts, de réduire les réglementations et d'accroître la flexibilité du travail [...]

Ces évolutions ont sans surprise suscité une totale stupeur parmi les derniers keynésiens de la gauche progressiste, mais elles ne sont pas inexplicables. Ce n'est pas simplement du fait de l'efficacité du lobbying ou des relations publiques de telle ou telle entreprise ou branche, même si ce phénomène, sans cesse plus

sophistiqué, reste pernicieux et envahissant. Les entreprises ont toujours procédé de la sorte – mais pourquoi les administrateurs de l'Etat sont-ils maintenant si prédisposés à récompenser ces efforts? La réponse tient dans la façon dont le néolibéralisme a reconfiguré la politique.

UNE MOINDRE DISTANCE ENTRE ETAT ET CAPITAL

La nécessaire distance entre l'Etat et le capital (ou entre les administrateurs de l'Etat et les capitalistes) que Smith, Marx et Schumpeter avaient tous, depuis leur perspectives politiques différentes, considérée comme essentielle à la santé du système, est en train d'être réduite à presque rien. Le fait que le régime ait adopté la temporalité spécifique du capitalisme financier, avec son obsession de maximiser les profits, est particulièrement important; cela en dit long sur l'importance du court-terme dans les raisonnements induits. Trois facteurs ont principalement joué dans le développement de cette tendance.

Le premier est la dépolitisation de l'aile politique des administrateurs de l'Etat à travers des délégations de fonctions hors du gouvernement en place et vers des instances en apparence «*non politiques*», l'introduction d'évaluations en apparence «*objectives*» de l'efficacité des mesures et l'imposition de «*règles*» restreignant la palette d'action à la disposition du personnel politique. Pour ce qui est de ce dernier, en particulier, chaque phase de l'expérience néolibérale l'a vu abandonner peu à peu tout le répertoire de mesures que les gouvernements pouvaient mobiliser pour peser sur l'activité économique, en commençant avec l'abandon par Geoffrey Howe⁴ du contrôle des changes en 1979 et en se concluant (pour l'heure) avec le transfert par Gordon Brown du pouvoir de fixation des taux d'intérêts, du Trésor public à un comité non élu de la Banque d'Angleterre.

Comme conséquence de leur fonctions managériales accrues, les hommes politiques se sont transformés sans cesse davantage en une caste de professionnels, évoluant dans un monde de plus en plus éloigné de toute autre forme d'activité, économique ou autre. Ils sont de ce fait plus autonomes tout en étant de plus en



plus investis des conceptions capitalistes de l'intérêt national, avec le monde des affaires comme exemple. Par conséquent, les discussions de sujets politiques – dans le monde développé au moins – prennent la forme de commentaires plus ou moins oiseux sur des échanges sans grand intérêt au sein des parlements et autres corps supposément représentatifs. Ces débats ont la consistance d'un jeu d'ombres chinoises, un rituel vide dans lequel des différences triviales ou superficielles sont exagérées afin de donner l'impression de véritables alternatives et de justifier la poursuite de la lutte des partis.

Pour comprendre pourquoi, il faut prendre en compte l'affaiblissement du mouvement ouvrier, puisque l'un des rôles qu'il a joué sans le vouloir a été de sauver le capitalisme de lui-même, en premier lieu en lui imposant des réformes dans les domaines de l'éducation, de la santé et de la sécurité sociale. Ces réformes ont bien sûr profité aux travailleurs, mais elles ont aussi garanti la reproduction de la force de travail et le développement des conditions nécessaires à l'accumulation du capital. De ce point de vue, la social-démocratie a occupé une place similaire aux élites précapitalistes identifiées par Schumpeter en tant que direction nécessaire d'une classe capitaliste congénitalement incapable. Mais avec l'affaiblissement du pouvoir des syndicats et la capitulation de la social-démocratie devant le néolibéralisme, il n'y a plus aujourd'hui de force sociale capable de jouer directement ce rôle réformiste ou de forcer à le faire des administrateurs d'Etat non sociaux-démocrates.

DES HAUTS-FONCTIONNAIRES DE PLUS EN PLUS « POLITIQUES »

Le second facteur, à l'opposé de la dépolitisation des politiciens, est la politisation de la branche non politique des administrateurs de l'Etat, les hauts-fonctionnaires. Comme les partis politiques deviennent de moins en moins distincts, le personnel nécessaire à la mise en œuvre de politiques de plus en plus similaires tend à devenir une extension des partis eux-mêmes [...]

Au Royaume-Uni, comme toujours sur

les talons des Etats-Unis, il y a eu depuis 1979, et encore plus depuis 1997, un afflux généralisé de hauts-fonctionnaires issus du secteur privé, au point que la fonction publique a été proprement privatisée. Mais même dans la fonction publique d'Etat, on attend désormais des hauts-fonctionnaires en particulier, non qu'ils essaient de pointer les difficultés d'application des politiques publiques, ni même qu'ils réfléchissent à des moyens alternatifs de les appliquer, mais qu'ils présentent simplement les arguments propres à les justifier.

Le troisième et dernier facteur générateur de politiques à court-terme est la dépolitisation de l'électorat. En réalité, il ne s'agit pas tant de dépolitisation que d'*abstention*, de la part de secteurs de l'électorat qui n'ont plus de partis pour qui voter. Nombre d'électeurs qui se préoccupent encore de voter le font – de manière assez logique – sur un modèle consumériste, dans lequel les votants suivent ce qu'ils tiennent pour leur intérêts immédiats sur la base d'opinions formées par les médias.

Sans surprise, ils sont cependant de moins en moins nombreux. Ce phénomène *peut s'inverser*, comme l'a montré l'insurrection populaire en faveur du Oui lors du référendum sur l'indépendance écossaise, où 97% de la population s'était inscrite pour voter et 85% l'a fait effectivement; mais dans des circonstances « normales », celles et ceux qui votent ont plutôt tendance à appartenir aux classes moyennes, qui ont une vision plus centrée sur leurs intérêts matériels et déploient afin de les préserver des stratégies plus interventionnistes que ceux qui sont les premiers à subir l'austérité.

Il est ironique que l'une des raisons de la montée du néolibéralisme aux Etats-Unis ait été un produit paradoxal des exigences, couronnées de succès, en faveur de plus de démocratie dans les années 1960-70. Cela a débouché sur un affaiblissement tant des comités du congrès⁵ que des structures partidaires, et produit cette nouvelle race de « politiciens-entrepreneurs » empressés de mettre en valeur des sujets attractifs aux yeux de certains auditoires et donc susceptibles de leur procurer un soutien stable.

Un modèle soi-disant destiné à « rendre le pouvoir au peuple » sur ces lignes a été mis au point très tôt dans l'expérience néolibérale aux Etats-Unis. C'est

en Californie qu'on en a trouvé la version la plus aboutie. Depuis le milieu des années 1970, la vie politique dans la quatrième économie mondiale s'est caractérisée par une participation électorale en berne au sein de la classe ouvrière et des minorités, combinée à un usage ciblé de référendums sur des « propositions ». Ces dernières ont principalement eu pour objet de défendre la valeur des propriétés, en bloquant toute politique d'intégration scolaire ou d'urbanisme, et en interdisant tout impôt progressif. La Proposition 13⁶, adoptée en 1978, a donné le signal de départ de l'époque néolibérale aux Etats-Unis en plafonnant les impôts sur la propriété, alors même que la valeur de l'immobilier montait. Le résultat est que le poids de l'imposition a été transféré de façon disproportionnée sur les revenus, alors même que les salaires et traitements stagnaient ou chutaient.

C'est le comportement égoïste d'une classe moyenne mobilisée qui a conduit la Californie à la crise fiscale de 2009, après laquelle les remèdes habituels de coupes dans les services publics, y compris la sécurité sociale des enfants et la pédiatrie, ont été les seules solutions proposées face à un Etat structurellement incapable d'imposer les hausses d'impôts nécessaires. La paralysie californienne pourrait bien augurer de l'avenir de la politique étatsunienne tout entière, comme les Etats-Unis pourraient à leur tour augurer de l'avenir de la politique dans le monde entier, une perspective qui a malheureusement connu des précédents.

LE CONSENSUS NÉOLIBÉRAL ET LE DANGER DE L'EXTRÊME DROITE

Le projet néolibéral était entièrement fondé sur l'irréversibilité de ces processus : abolition des mécanismes de régulation, démantèlement des programmes d'assistance sociales, ratification de traités dont aucun mécanisme formel ne permet l'amendement ou l'abrogation, et ainsi de suite. Ces mesures pourraient tout de même être abrogées, mais cela demanderait de nouveaux cadres légaux et administratifs, donc une préparation et une volonté politique, ce que l'on n'a plus vu depuis le début de l'époque néolibérale. En pratique, les membres de la classe dirigeante occidentale sont désormais unis dans l'acceptation du néolibéralisme comme seule méthode viable

d'organiser le capitalisme en tant que système *économique*, mais ils restent divisés quant à la manière d'organiser le capitalisme comme système *social*. Ils sont peut-être aujourd'hui tous néolibéraux, mais ne sont pas tous pour autant néoconservateurs. Aux Etats-Unis, tant les Démocrates que les Républicains sont ouvertement dévoués au capitalisme, mais il y a aussi de réelles divergences entre eux, par exemple en ce qui concerne les droits des homosexuels ou la protection de l'environnement.

L'audience électorale de l'extrême droite se fonde, dans ces conditions, sur son apparente capacité à apporter des réponses à ce qui est maintenant deux vagues successives de crise, celles commencées en 1973-4 puis en 2007-2008, qui ont laissé la classe ouvrière occidentale de plus en plus fragmentée, désorganisée, et sensible aux appels au sang et à la nation comme seules formes collectives encore disponibles, en particulier dans un contexte où toute alternative systémique au capitalisme – si fausse fût-elle – s'était apparemment effondrée au cours des années 1989-1991. Les conséquences politiques pourraient être graves. Le caractère de plus en plus interchangeable des partis politiques offre un boulevard à l'extrême droite pour attirer les électeurs en se positionnant hors consensus, d'une manière qui parle aux appétits destructeurs que le capitalisme a lui-même engendrés au sein du peuple.

L'éventuel problème pour la stabilité du système capitaliste réside cependant moins dans la possibilité que des partis d'extrême droite arrivent eux-mêmes au pouvoir, avec un programme dangereux pour les besoins capitalistes, que dans leur capacité à influencer les partis majoritaires de la droite, de sorte que les lubies de leurs partisans pourraient accidentellement créer des difficultés pour le processus d'accumulation.

Considérons une importante source de soutien du Parti républicain aux Etats-Unis : depuis la fin des années soixante, il s'appuie de plus en plus sur les communautés chrétiennes fondamentalistes, que leur activisme permet de mobiliser pour les élections. Mais ce noyau de vote religieux, ou à tout le moins sa direction, exige aussi, naturellement, la mise en œuvre de certaines mesures comme prix de son soutien. Le problème des Républicains n'est pas seulement que l'extrémisme des chrétiens

fondamentalistes pourrait leur aliéner l'électorat « du juste milieu », dont les résultats électoraux dépendent de plus en plus.

Le plus notable est moins les éléments les plus consciemment agressifs de l'idéologie populiste de droite, qui tendent à se diriger principalement contre les conceptions socio-culturelles d'une aile (libérale) de la classe dirigeante, que dans des conséquences qui pourraient sans le vouloir être préjudiciables au capital, comme cela a été évoqué plus haut. En d'autres termes, les politiciens pourraient se trouver empêchés de mener des politiques nécessaires au capitalisme américain, ou bien obligés de prendre des décisions qui lui seraient néfastes.

Mais il n'y a pas que les croyances religieuses qui puissent créer des difficultés au capital étatsunien, c'est aussi le cas du racisme ouvert envers les mi-

leurs pour former le gros de leur main-d'œuvre. Les effets en ont cependant été encore plus profonds. Avant cette loi, on estimait que 4,2% de la main-d'œuvre, soit 95 000 personnes, étaient sans papiers, mais qu'elles s'acquittaient de 130,3 million de dollars en impôts d'Etat et en taxes locales. Leur départ de l'Alabama ou leur retrait de l'économie informelle a menacé l'Etat d'une perte sèche de 40 millions de dollars.

DES PHÉNOMÈNES RÉELLEMENT IRRATIONNELS

De plus, les patrons ont dû dépenser davantage dans des procédures d'embauches complexifiées, en personnel de ressources humaines recruté pour vérifier les papiers, ainsi qu'en primes d'assurance contre les risques juridiques induits par d'éventuelles violations involontaires de la loi. Dans une



Le Brexit, « irrationnel » du point de vue des intérêts du capitalisme britannique. DR.

grants. Un exemple en a été le « Hammon Alabama Taxpayer and Citizen Protection Act » (loi Hammon de protection du citoyen et du contribuable de l'Alabama), inspiré par le Tea Party, qui a été adopté par les législateurs de cet Etat en juin 2011, et rendait obligatoire le port de papiers de résidence, interdisant à toute personne sans papiers de recevoir un quelconque service de l'Etat, eau courante comprise. Cette loi visait à limiter et refouler l'immigration hispanique, mais elle a surtout eu pour effet de provoquer des départs en masse dans la plupart des exploitations agricoles, qui comptaient sur ces travail-

époque précédente, les réformes social-démocrates visaient habituellement à permettre au système dans son ensemble de fonctionner plus efficacement pour les capitalistes et plus équitablement pour la majorité, même si ces deux objectifs étaient en réalité contradictoires. Mais les réformes d'extrême droite, comme celle qui vient d'être évoquée, ne sont pas destinées à favoriser les intérêts capitalistes, ni ne



le font effectivement : elles sont véritablement l'incarnation de croyances racistes irrationnelles qui prennent le pas sur tout le reste.

Le parti conservateur britannique a rencontré des problèmes similaires, en rapport cette-fois à l'Europe. Avant 1997, le nationalisme impérial déchaîné par les Conservateurs contre « l'Europe » n'était pas motivé par une quelconque hostilité de l'UE envers le néolibéralisme, mais servait de diversion idéologique à l'échec du néolibéralisme à améliorer le sort du capital britannique. Le nationalisme alors invoqué constitue aujourd'hui un obstacle majeur pour les politiciens et administrateurs de l'Etat qui veulent poursuivre une stratégie de plus grande intégration européenne, que cela soit ou non rationnel de leur point de vue. Un sondage commandé en 2013 par la Chambre de commerce britannique, et portant sur 4 387 entreprises, n'en trouvait que 18% pour considérer une sortie totale de l'UE comme une bonne chose, alors qu'une majorité de 64% souhaitait rester dans l'UE tout en reprenant le contrôle d'un certain nombre de prérogatives : sans surprise, on trouve les petits patrons à la racine du sentiment anti-UE. Le principal bénéficiaire de cette hystérie anti-UE a été l'UKIP, dont les succès ont renforcé en retour l'aile droite du parti conservateur, même si les politiques de ces deux courants sont incohérentes.

Mais ces incohérences pourraient ne pas avoir d'importance dans la lutte pour le pouvoir politique. Le référendum suisse remporté de justesse en 2014, qui a introduit des quotas sur l'immigration provenant de l'UE, contre les vœux des capitalistes locaux et des classes dirigeantes d'Europe, et qui pourrait entraîner des mesures de rétorsion de Bruxelles, donne une petite indication de ce qui pourrait suivre.

Si j'ai raison et que certains aspects des politiques d'extrême droite sont contre-productifs par rapport aux besoins du capital, il ne s'ensuit pas que le chaos croissant qu'entraînerait la mise en œuvre de ces mesures profiterait forcément, même de façon indirecte, à la gauche. La défense du système est toujours le principal objectif de la bourgeoisie, même au prix d'un dysfonc-

tionnement temporaire. Dans une situation où le désespoir économique générerait des désordres croissants, il pourrait être fait appel à des partis d'extrême droite pour détourner l'attention des véritables sources de l'angoisse sociale et la reporter sur des boucs émissaires pré-désignés, et ce, quel que soit le prix politique à en payer.

UNE STRATÉGIE TROP EFFICACE...

Ce que nous voyons émerger est une relation symbiotique entre une réponse du régime aux problèmes de l'accumulation capitaliste qui est de moins en moins adéquate et une autre réponse, de plus en plus extrême, aux désirs et préjugés les plus irrationnels produits par l'accumulation capitaliste [...]

Il est clair que dans des situations de crise absolue, immédiate, des mesures d'urgence à court terme pourraient intervenir, tout comme il y en a eu en 2008 avec les nationalisations de banques et d'autres institutions financières aux Etats-Unis et au Royaume-Uni. Mais il s'agissait d'interventions minimales, visant à prévenir un pur et simple effondrement et à sauver ces institutions (et plus encore les pratiques qui les avaient menées là), sans aucune stratégie cohérente, encore moins une quelconque visée sociale plus large, et bien sûr dans l'idée que ces sociétés seraient à nouveau privatisées dès que possible.

Soyons clairs. Je ne prétend d'aucune façon qu'il appartiendrait aux socialistes de proposer des solutions à la crise du capitalisme. Bien sûr, il est toujours nécessaire de lutter pour des conquêtes sociales ; mais l'idée qu'une application de solutions keynésiennes pourrait nous ramener à l'âge d'or de l'Etat-providence d'après-guerre sous-estime de façon illusoire la mesure dans laquelle ces années-là étaient le produit d'un concours unique de circonstances. Des phases d'expansion vont encore se produire, comme cela a été le cas entre 1982 et 2007, mais les bénéficiaires en seront de moins en moins nombreux. En conséquence, je ne prétends pas non plus que les phénomènes présentés ici indiqueraient que le capitalisme va simplement s'effondrer sous le poids de ses propres contradictions internes.

Depuis Rosa Luxemburg, les scénarios de ce type se sont révélés erronés et il n'y a aucune raison de supposer qu'ils pourraient l'être moins à l'avenir. En fait, un effondrement qui ne serait pas le résultat d'une intervention consciente

des opprimés et des exploités ne se ferait de toute façon pas à leur avantage, mais constituerait simplement un pas supplémentaire vers la barbarie que les marxistes, depuis Engels, ont vue comme conséquence possible d'un échec à instaurer une société socialiste. Et ce n'est pas qu'un simple slogan : les conditions en Afrique centrale et dans des parties du Moyen-Orient montrent que la barbarie est devenue une réalité quotidienne pour des millions de gens. Les événements dans le monde développé ne prendront sans doute pas cette forme, du moins pas tant que la catastrophe écologique ne sera pas devenue irréversible, mais plutôt celle d'une aggravation des conditions d'existence, graduelle et presque imperceptible sauf pour les plus pauvres.

Ce que par contre je suggère, c'est que le néolibéralisme comme stratégie a été presque trop efficace en tant que méthode de régulation capitaliste. Il a finalement entraîné ce que Schumpeter craignait : une situation où la destruction créatrice n'a plus ni limites ni frontières. Benjamin, comme Engels avant lui, voyait dans le capitalisme un train fou en marche vers sa destruction. Moins de dix ans après son suicide en 1940, il semblait cependant que des forces internes au capitalisme lui-même étaient encore capables de « tirer le levier de freinage » ; il apparaît maintenant que son intuition initiale était juste et que la révolution est la seule alternative au désastre qui, sinon, nous attend. □

1 Publié le 1^{er} août 2015 sur le site de la revue britannique *Salvage*, animée notamment par Richard Seymour et China Mieville : <http://www.salvage.zone/site/in-print/neoliberalism-as-the-agent-of-capitalist-self-destruction>. Les intertitres sont de notre rédaction et quelques coupes, opérées pour des raisons de place, sont signalées entre crochets. Membre de RS21 (Revolutionary Socialism of the 21st Century, Grande-Bretagne) et des International Socialists Scotland, Neil Davidson est l'auteur de plusieurs ouvrages importants parmi lesquels, ces dernières années chez Haymarket, « *How Revolutionary Were the Bourgeois Revolutions?* » (A quel point les révolutions bourgeoises ont-elles été révolutionnaires?) et « *Nation-States – Conscience and Competition* » (les Etats-nation – Conscience et compétition).

2 Première législation du travail, limitant notamment la durée du travail des enfants, adoptée en Grande-Bretagne au milieu du 19^e siècle.

3 William Waldegrave : ancien ministre du gouvernement conservateur de John Major, membre de la Chambre des Lords.

4 Geoffrey Howe (1926-2015) : homme politique conservateur, ministre dans les gouvernements Thatcher, notamment aux fonctions de chancelier de l'Echiquier (ministre des Finances).

5 Congressional Committees, comités thématiques permanents de la Chambre des représentants étatsunienne, en principe les principales sources d'information et de travail législatif avec les comités de même type du Sénat.

6 La proposition 13 « *People's Initiative to Limit Property Taxation* » (Initiative populaire pour limiter l'imposition foncière) est un amendement à la constitution de Californie adopté le 6 juin 1978, suite à une intense campagne référendaire. Elle limite drastiquement l'ensemble des impôts sur la propriété (taxes foncières et impôts sur la fortune).

Le Hezbollah, une force contre-révolutionnaire

PAR JOSEPH DAHER

Parti politique et militaire né dans la communauté chiite du Liban, le Hezbollah a longtemps été considéré par des secteurs d'extrême gauche comme une force plébéienne et anti-impérialiste. Au rebours de telles perceptions, l'auteur analyse ici la composition sociale et les intérêts de classe – de plus en plus clairement bourgeois – que défend le Hezbollah, ainsi que son rôle contre-révolutionnaire tant au Liban même que dans la guerre de Syrie, au côté du régime d'Assad.¹

Malgré des racines dans les quartiers des populations chiites pauvres du Liban, le Hezbollah est devenu un parti dont les membres et les cadres reflètent de plus en plus la fraction chiite de la classe moyenne et la bourgeoisie grandissante – en particulier à Beyrouth. Dans sa banlieue sud, de nombreux membres des familles les plus riches et la plupart des commerçants ont été intégrés au sein de cette organisation, tandis que les activités et les institutions du parti (en particulier celles qui sont liées au tourisme et aux loisirs) répondent aux besoins et fournissent des services aux chiites de la classe moyenne.

Cette transformation se reflète dans le profil des cadres du parti, qui ne sont plus composés de religieux provenant généralement des milieux de la classe moyenne inférieure, comme ils l'étaient au moment de sa fondation en 1985, mais sont maintenant largement issus d'une classe professionnelle qui détient des diplômes universitaires « séculiers » (non religieux).

L'IMPLANTATION DANS LES ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES

Le poids croissant des militants dans les associations professionnelles illustre cette transition. L'ordre des ingénieurs et des architectes, par exemple, a été dominé par le Hezbollah depuis 2008, lorsque le parti a remporté la plupart des votes lors des élections de la corporation. Le Hezbollah estime qu'au moins

1300 ingénieurs étaient adhérents en 2006. Ce nombre élevé d'ingénieurs est notamment lié à la reconstruction du Sud et de Dahyeh [banlieue sud de Beyrouth] suite aux différents conflits armés,

lah. En ce qui concerne l'ordre des pharmaciens libanais, qui compte 7000 membres inscrits, un représentant du Hezbollah a manqué de peu de remporter le leadership au cours des élections

de 2012 – perdant par seulement 131 voix face à un candidat soutenu par le « Courant du futur » [principal parti de la majorité parlementaire]. La seule exception à cette tendance est l'association des avocats où, malgré un nombre grandissant d'affiliés et une remise en cause croissante de la direction contrôlée par le mouvement Amal, le Hezbollah n'a pas encore réussi à devenir dominant.

Les dirigeants politiques du Hezbollah sont généralement issus de couches instruites et prospères de la communauté chiite. Ainsi, lors des élections nationales de 2009, cinq des dix députés élus avaient obtenu un doctorat et au moins quatre autres étaient impliqués dans des entreprises libanaises de premier plan. Le plus ancien député du parti au parlement, Ali Ammar, vient de l'une des

familles les plus riches de Burj Al-Barajneh. Au niveau municipal, nous retrouvons ces caractéristiques avec des candidats choisis parmi les familles chiites les plus puissantes telles que Al-Khan-



surtout après la fin de la guerre civile, la guerre de 2006 et le développement de projets immobiliers qui ont suivi. Au sein de l'association médicale des médecins, le Hezbollah était présent sur la liste victorieuse aux élections de 2013. De même, dans l'association libanaise des dentistes, le vice-président Muhammad Kataya est soutenu par le Hezbol-

sa, Kazma, Kanj, Kumati, Farhat, Rahhal et Slim.

Qu'en est-il des appuis et sympathisants de l'organisation? Judith Palmer Harik, professeur à l'Université américaine de Beyrouth, a examiné la diversité sociale de la base du Hezbollah. Elle a constaté qu'à partir du milieu des années 1990, ses partisans pouvaient être trouvés dans toutes les classes sociales, et non plus largement limités aux couches pieuses les plus pauvres de la population chiite. Cette tendance à la diversification a continué au cours des années 2000, comme indiqué par les résultats très élevés du parti aux élections législatives de 2009 dans les zones chiites qui ne sont pas traditionnellement les plus pauvres, tels Nabatiyeh et Jbeil. Dans une interview réalisée pour cet article, Abd Al-Halim Fadlallah, directeur du Centre consultatif des études et de la documentation, un centre de recherches affilié au Hezbollah, a également confirmé qu'un grand nombre des jeunes des classes moyennes et supérieures de la population chiite soutiennent (ou ont rejoint) le parti – y compris parmi les élites tribales de la vallée de la Bekaa, traditionnellement opposées à l'organisation.

Autre exemple, l'évolution de la base sociale du Hezbollah se traduit par les frais de scolarité très élevés requis pour s'inscrire dans les écoles du réseau al-Mustapha, contrôlées par le numéro deux du parti, Naim Qassem. Selon Catherine Le Thomas, ces écoles visent les enfants des membres la direction, ainsi que les fractions supérieures et classe moyennes de la population chiite. L'école al-Bathoul, une école de filles qui fait partie du réseau al-Mustapha, a des frais d'inscription annuels de l'ordre de 1600 dollars, un montant inabordable pour la majorité des Libanais. C. Le Thomas conclut que « le réseau des écoles Al-Mustapha, qui peut être considéré comme faisant partie de la catégorie supérieure des écoles du Hezbollah, fournit un service à la classe chiite riche et propage l'idéologie politique du parti sous la supervision de Naim Qassem ».²

D'autres institutions affiliées s'orientent également vers ces couches les plus aisées de la population chiite. L'hôpital Rasoul Al-Azam en est un exemple. Son site affirme: « il est vrai que les soins médi-

caux sont un service de base, mais la direction administrative n'oublie pas de fournir les meilleurs services hôteliers à ses patients en ayant deux ailes VIP et deux ailes Super Suite. »

CONCURRENCE ET COOPÉRATION INTER-CAPITALISTES

Ces caractéristiques de l'évolution de la représentation politique et de la base sociale du Hezbollah indiquent que même si l'organisation continue d'attirer le soutien de personnes issues de toutes les couches de la société, ses priorités sont de plus en plus orientées vers les plus hautes strates de celle-ci. Le député Ali Fayyad a reconnu cette tendance en 2010, quand il a fait remarquer que « le Hezbollah n'est plus un petit parti, c'est une société tout entière. Il est le parti des pauvres, oui, mais en même temps il y a beaucoup d'hommes d'affaires en son sein, nous avons beaucoup de gens riches, certains issus de l'élite. » Le chef de l'organisation, Hassan Nasrallah, a également confirmé – de manière indirecte – cette évolution dans un discours de septembre 2009, en exhortant ses membres à abandonner l'« amour du luxe », les invitant à croire en Dieu simplement à cause de « la peur de la fin ».

D'autre part, une nouvelle fraction de la bourgeoisie liée au parti par le biais des capitaux et investissements iraniens s'est développée, tandis que le reste de la fraction chiite de la bourgeoisie, que ce soit au Liban ou dans la diaspora, est tombé de plus en plus sous son égide – ou du moins se montre plus proche du parti – en raison de ses pouvoirs politiques et financiers. En parallèle à son importance économique croissante et à son intégration dans le système politique, le Hezbollah a d'ailleurs également été lié à des affaires de corruption et à diverses pratiques clientélistes.

Son importance économique et politique au Liban en a fait un rival de plus en plus significatif pour la fraction de la bourgeoisie libanaise réunie autour de Hariri et de l'alliance politique du « 14 Mars », liée aux capitaux des monarchies du Golfe, en particulier après le retrait de la Syrie du pays en 2005. L'opposition politique du Hezbollah aux forces du 14 mars³, soutenues par les Etats occidentaux et les monarchies du Golfe, doit être aussi comprise comme une rivalité inter-capitaliste entre deux forces liées à différentes puissances régionales. En dépit de cette concurrence, ces deux blocs capitalistes ont coopéré l'un avec

l'autre à plusieurs reprises dans des moments de crises – comme le montrent leurs attitudes similaires envers divers mouvements sociaux et ouvriers, leur orientation favorable aux réformes néolibérales et leur rapprochement mutuel au sein du gouvernement après le départ de l'armée syrienne du Liban en 2005.

SOUTIEN À L'ETAT CONFESSIONNEL ET BOURGEOIS

L'opposition radicale initiale du Hezbollah au système politique confessionnel et bourgeois libanais a de fait diminué considérablement après son entrée au parlement et sa participation au sein du système politique sur des lignes confessionnelles, même si sa critique rhétorique et populiste continue.

Partant d'un refus total de participer au système confessionnel, l'organisation s'y est progressivement intégrée comme



l'un de ses principaux acteurs, tout en déclarant maintenir son objectif initial d'établir un Etat islamique. Cette évolution est liée à divers facteurs: tout d'abord, au changement de leadership politique au sein la République islamique d'Iran (RII) qui s'est orientée (à la suite du décès du Guide suprême, Khomeini) vers une politique plus pragmatique, cherchant à améliorer ses relations avec les pays occidentaux et les monarchies du Golfe; ensuite, au développement du Hezbollah comme un parti de masse qui n'est plus majoritairement composé de jeunes clercs radicaux; enfin, à la nécessité de protéger son appareil militaire et ses intérêts politiques

et économiques grandissants dans le pays.

La base, qui comprend de plus en plus des fractions des classes moyennes et bourgeoises chiïtes, surtout à Beyrouth, n'aspire pas nécessairement à vivre dans une République islamique selon le modèle iranien et se satisfait d'une perspective de retour à la paix accompagnée d'une amélioration en termes de représentation politique. Ces évolutions reflètent aussi la nouvelle importance politique et économique de la population chiïte au Liban, notamment suite à l'accord de Taëf⁴. De plus, le retrait de l'armée syrienne du Liban en 2005 a contraint le parti à participer à tous les gouvernements libanais depuis lors, renforçant encore son intégration.

A la lumière de ces développements, il est évident que le Hezbollah ne constitue d'aucune manière, et cela depuis un

certains temps désormais, un défi pour le système confessionnel et bourgeois libanais. Au contraire, ainsi que tout autre parti politique du système, cette organisation voit le système politique comme un moyen de protéger ses propres intérêts. Le parti a ainsi cherché à conclure des accords et à coopérer avec le reste des élites libanaises, en dépit de quelques différences politiques, en particulier pendant les périodes de mobilisation sociale accrue.

En outre, le Hezbollah, bien qu'il ait soutenu ces manifestations en paroles, après les avoir initialement accusées d'être contrôlées par des acteurs étrangers, a ensuite affirmé que la lutte contre les takfiristes [extrémistes islamiques sunnites] et l'Etat sioniste étaient devenues les questions centrales. Hassan Nasrallah a fait valoir que le parti avait adopté une « position neutre à l'égard du mouvement parce que nous ne connaissons pas son leadership, son projet et ses objectifs ». Le mouvement fondamentaliste islamique libanais a également soutenu, comme un moyen de résoudre la crise, le dialogue appelé par le président du parlement Nabih Berri et l'élection de Michel Aoun, chef du Courant patriotique libre (CPL), en tant que président de la République, des propositions qui maintiennent complètement le cadre politique existant du pays. Le Hezbollah, comme les autres partis politiques confessionnels et bourgeois, voulait en fait coopter le mouvement pour son propre bénéfice politique, et surtout pour mettre un terme aux mobilisations. La position « participative » adoptée par le Hezbollah à l'égard de l'Etat reflète à la fois une tentative de modérer les contradictions structurelles du capitalisme libanais, ainsi que les rivalités qui existent au sein de la bourgeoisie entre les fractions hégémoniques et non-hégémoniques. Les fractions non hégémoniques de la bourgeoisie libanaise, comme le marxiste libanais Mehdi Amel⁵ l'avait noté, reflètent « la conscience des couches non hégémoniques de la bourgeoisie dans leur aspiration légitime à occuper des positions hégémoniques occupées par d'autres fractions, ou d'atteindre leur niveau en s'identifiant si possible à elles dans le domaine politique et économique. Cette couche non hégémonique de la bourgeoisie veut la fin de la fraction hégémonique sans supprimer la domination de la classe bourgeoise. »

Cette évolution est également liée aux alliés régionaux du Hezbollah, la Syrie (ou du moins le régime d'Assad) et l'Iran, qui voulaient tous deux une intégration du parti au sein de la scène politique liba-

naise après la fin de la guerre civile libanaise. Dans le même temps, l'appareil militaire du Hezbollah a été subordonné à ses intérêts politiques, orientés en particulier vers le maintien de la stabilité au Liban. Cela a conduit à une collaboration accrue avec les services de sécurité et l'armée libanaise afin d'empêcher un conflit militaire dans le sud du Liban avec Israël, de collaborer dans la lutte contre les groupes salafistes et djihadistes, et finalement de garantir la sécurité de certaines régions et zones composées de populations chiïtes. Cela ne signifie pas que la composante militaire du Hezbollah n'ait pas joué et ne joue pas un rôle contre les agressions et les menées guerrières d'Israël, mais que l'armement du Hezbollah a été de plus en plus utilisé à d'autres fins, en particulier après la guerre de 2006.

HARMONIE ET COOPÉRATION ENTRE LES CLASSES

Le Hezbollah croit en l'unité de la communauté et en la coopération entre les classes. Comme Khomeini avait l'habitude d'affirmer, les travailleurs ne devraient pas exiger plus que ce qui est accordé par la bourgeoisie et celle-ci a l'obligation d'être charitable envers les pauvres. La lutte des classes est considérée négativement parce qu'elle fragmente la communauté (Oumma). L'islamisation de large secteurs de la population chiïte poursuivait cet objectif, afin de fragmenter et affaiblir les solidarités entre les différentes communautés confessionnelles au Liban, alors qu'avant la guerre civile libanaise les chiïtes étaient les plus nombreux dans les partis nationalistes et progressistes, qui étaient à la tête des luttes sociales. Au Liban, le confessionnalisme a toujours été un outil utilisé par la bourgeoisie pour empêcher toute mobilisation sociale d'ensemble, et le Hezbollah n'y fait pas exception.

Le piètre bilan du Hezbollah sur le terrain des questions sociales et des mobilisations de travailleurs reflète l'évolution des intérêts de classe défendus par le parti, ainsi que son opposition à une autonomisation et à un renforcement politique des classes populaires. La possibilité de mobilisations interconfessionnelles et du développement de mouvements sur des bases de

Un soutien populaire très fort dans la communauté chiïte libanaise. DR.



certains temps désormais, un défi pour le système confessionnel et bourgeois libanais. Au contraire, ainsi que tout autre parti politique du système, cette organisation voit le système politique comme un moyen de protéger ses propres intérêts. Le parti a ainsi cherché à conclure des accords et à coopérer avec le reste des élites libanaises, en dépit de quelques différences politiques, en particulier pendant les périodes de mobilisation sociale accrue.

On a pu le constater lors des mobilisations populaires de l'été 2015 autour de la campagne « tu pues », qui s'est radicalisée au cours des semaines pour mettre en question l'ensemble du système poli-

classe représente une menace potentielle pour tous les partis confessionnels et bourgeois de la classe dirigeante, dont le Hezbollah fait maintenant partie. C'est la raison pour laquelle il n'a jamais mobilisé sa base populaire sur la base de revendications purement socio-économiques dans une perspective interconfessionnelle, même s'il soutient en paroles la CGTL et/ou ses revendications sociales.

La réticence du Hezbollah à intervenir et participer aux luttes ouvrières s'est avérée particulièrement frappante au cours des douze dernières années. Depuis 2004, on a observé un accroissement significatif des luttes syndicales et ouvrières, caractérisé notamment par des appels à la grève générale en 2004 et 2008, le débat tumultueux autour de l'initiative en 2011 de Charbel Nahas [ministre du travail, démissionnaire après l'adoption de mesures défavorables aux salariés] et les mobilisations organisées par le Comité de coordination syndicale (CCS). Ces luttes ont montré les contradictions du Hezbollah, qui affirme représenter les couches pauvres et marginalisées de la population chiite tout en étant engagé dans un processus d'intégration au sein de l'élite politique, marqué par ses liens croissants avec la bourgeoisie émergente chiite.

A chaque occasion importante, le Hezbollah a exprimé une préoccupation verbale sur des questions telles que les privatisations, les implications d'accords du type de Paris-3 [plan d'aide internationale adopté en 2007, en échange de réformes structurelles néolibérales] et la baisse des salaires réels. Cela, alors qu'il résistait et s'opposait fortement à toute tentative de mobiliser sa propre base populaire d'une manière qui soutienne réellement des initiatives indépendantes dépassant les clivages confessionnels. De manière générale, ces tensions ont été « résolues » par la mise en place de réformes néolibérales, en particulier dans les périodes au cours desquelles le Hezbollah a occupé des postes gouvernementaux.

La lutte contre la détérioration des conditions d'existence du peuple libanais a toujours été subordonnée à la reconnaissance de la légitimité de la structure armée du Hezbollah, et c'est la raison pour laquelle le Hezbollah a ap-

pelé Saad Hariri – à plusieurs reprises – à rechercher des collaborations et une participation à un gouvernement fondé sur les accords que le parti avait conclus avec son père, Rafiq Hariri. Cela était compris de la manière suivante : le Hezbollah s'occupe de la « résistance » à Israël et Hariri prend en charge les politiques économiques et sociales du pays, chacun n'interférant pas dans les affaires de l'autre.

Le Hezbollah, comme nous l'avons vu, en dépit de ses critiques et de sa rhétorique populiste contre qu'il a appelé dans son manifeste de 2009 le « capitalisme sauvage », n'a pas développé d'alternative. Au contraire, il continue de soutenir le capitalisme, le libre marché et les politiques néolibérales. La présence du Hezbollah au sein de tous les gouvernements depuis 2005 a conforté les politiques menées par tous les gouvernements libanais précédents. Le Hezbollah est ainsi devenu partie intégrante de la bourgeoisie libanaise, au sein de laquelle des rivalités existent mais sont surmontés à chaque fois que des révoltes ou mobilisations populaires menacent le système politique établi, confessionnel et bourgeois.

DOMINATION MASCULINE, CULTURE CONFESIONNELLE

En ce qui concerne les femmes, le Hezbollah promeut une vision conservatrice dans laquelle la domination des hommes sur les femmes est la règle et qui attribue des rôles spécifiques aux femmes dans la société, le premier et le plus important étant celui de la « maternité », afin d'éduquer les générations futures selon des principes islamiques. Dans le mouvement islamique libanais, les femmes ne sont pas présentes au sein des organes de prise de décision. Les structures patriarcales de la société ne sont en aucun cas contestées par le parti, tandis que les vêtements et le corps des femmes doivent se conformer à des normes particulières afin, selon les explications données, de préserver leur honneur et celui de leur famille.

Le modèle islamique est le seul chemin juste pour les femmes, sous peine d'être considérées comme étrangères à leur propre société, sinon soupçonnées de relayer l'influence de l'impérialisme culturel occidental. Comme le chercheur Adam Hanieh l'a noté, « les structures conservatrices concernant le rôle des femmes font partie intégrante d'objectifs contre-révolutionnaires plus larges »⁶.

En dépit de critiques et condamnations du confessionnalisme politique, le Hezbollah est un mouvement qui use d'une propagande confessionnelle fait la promotion d'une culture confessionnelle « chiite » à travers ses institutions et médias. Il utilise également de plus en plus, parmi ses membres, un discours chiite religieux afin de légitimer et justifier son intervention militaire en Syrie.

Hassan Nasrallah, par exemple, a déclaré que le Hezbollah devait intervenir en Syrie, non seulement pour protéger la « résistance », mais aussi pour défendre les villages chiites par l'envoi de soldats du Hezbollah à la frontière. Il a également souligné le rôle du Hezbollah dans la protection des symboles religieux chiites comme le mausolée de la pe-



Devant les portraits d'Ali Khamenei, le « guide suprême » iranien, celui de son prédécesseur et fondateur de la République islamique d'Iran, Ruhollah Khomeini, ainsi que celui du chef du Hezbollah, Hassan Nasrallah.

tite-fille du prophète Mahomet, le sanctuaire d'al-Sayyida Zaynab à Damas qui « a déjà été ciblé à plusieurs reprises par des groupes terroristes ». Nasrallah a ajouté que c'est une question très sensible, vu que certains groupes extrémistes ont annoncé que s'ils atteignaient ce sanctuaire, ils le détruiraient.

Des rapports signalent que les soldats du Hezbollah portaient autour de la tête des bandeaux avec l'inscription « O Husayn »⁷. Durant les célébrations de l'Achoura⁸ de 2013, des slogans tels que « Y a-t-il quelqu'un pour nous défendre ? Nous sommes tous à tes ordres, Zaynab ! », « Oh Zaynab ! Nous sommes tous vos Abbas ! » et « Nous le jurons par Hassan et Hussein, Zaynab ne sera pas capturée deux

fois ! »⁹, ont été scandés pour appeler à la défense du sanctuaire de Zaynab, protégé par le Hezbollah et d'autres groupes confessionnels chiites contre d'éventuelles attaques de groupes armés de l'opposition syrienne.

Il faut également se souvenir que, suite à l'invasion de l'Irak en 2003 par les armées américaine et britannique, le Hezbollah avait envoyé des conseillers militaires pour soutenir la formation et les opérations de l'Armée du Mahdi et d'autres groupes islamiques politiques, confessionnels chiites, sous la direction des Gardiens de la Révolution iraniens, connus sous le nom de Pasdaran. Ces groupes ont été impliqués dans la lutte contre les forces d'occupation occidentales et contre des groupes confes-



nels sunnites irakiens, mais ont aussi attaqué des civils sunnites irakiens. Ils ont été impliqués dans la guerre civile confessionnelles en Irak entre 2005 et 2008.

FACE AUX PROCESSUS RÉVOLUTIONNAIRES AU MOAN

Rappelons d'abord qu'avant le début des soulèvements populaires, en 2010-2011, le Hezbollah n'avait absolument pas une position radicale vis-à-vis la région du MOAN (Moyen-Orient et Afrique du Nord). Sheikh Naim Qassem [le numéro deux du Hezbollah] a d'ailleurs écrit que cela aurait une erreur, que lutter contre les régimes autocratiques et despotiques dans le monde arabe était er-

roné, que les mouvements populaires devaient au contraire lutter pour la libération de la Palestine afin de libérer les régimes arabes et leurs peuples.

Quelques mois après la première guerre lancée par Israël contre Gaza [«opération Plomb durci», décembre 2008-janvier 2009], Nasrallah avait déclaré que le Hezbollah n'avait «pas de conflit ou de problème avec qui que ce soit, le système politique arabe dans tel ou tel pays arabe, qu'il soit démocratique ou dictatorial, royal ou dynastique, religieux ou laïc, légal ou illégal (...) Indépendamment de la description, nous n'interférons pas dans ce genre d'affaires». Le Hezbollah ne «veut de querelles avec aucun régime (...) Nous ne voulons de conflit avec aucun régime arabe, nous ne voulons de rivalité avec aucun régime arabe, nous ne voulons évidemment entrer en conflit avec aucun régime arabe, que ce soit au niveau sécuritaire, politique ou militaire, ou même dans les médias».

Au début de 2011, le Hezbollah avait déclaré que les soulèvements populaires dans la région faisaient partie du «projet de résistance» et s'opposaient aux Etats-Unis et à ses alliés dans la région, tandis que Hassan Nasrallah condamnait les accusations et explications conspirationnistes prétendant que les États-Unis se trouvaient derrière ces révolutions. Mais le discours officiel du Hezbollah et de ses cadres a ensuite radicalement changé. Les processus révolutionnaires étaient maintenant devenus une conspiration fomentée par les puissances étrangères contre le «projet de la résistance», avec pour cibles l'Irak, la Syrie et le Hezbollah. En 2013, le «Lebanese Communication Group» (LCG), bras médiatique du Hezbollah, présentait des excuses officielles au régime de Bahreïn pour sa couverture médiatique du soulèvement populaire dans ce pays depuis trois ans.

Cela a toutefois changé à nouveau changé, notamment du fait de la montée des tensions entre d'une part, l'Arabie Saoudite et les autres monarchies du Golfe, d'autre part, l'Irak et le Hezbollah, sachant que le Hezbollah soutenait totalement et avec des moyens importants le régime d'Assad en Syrie. Début 2015, Hassan Nasrallah a en outre salué le retour de l'Égypte dans les arènes arabe et régionale, sous la férule de l'ex-chef des forces armées égyptiennes et actuel président, Abdel Fattah al-Sissi, en affirmant l'importance de l'Égypte comme acteur essentiel de la stabilité régionale. En ce qui concerne le Yémen, le Hezbollah – qui s'oppose à l'intervention mili-

taire dirigée par l'Arabie saoudite depuis mars 2015 – est impliqué dans le soutien au mouvement des Houtis, en dépit de l'alliance de ces derniers avec l'ancien dictateur et ennemi Ali Abdallah Saleh, qui avait déclaré en mars 2011 que les soulèvements arabes n'étaient des révolutions que dans les médias, dirigées en fait par les Etats-Unis à partir d'un bureau à Tel-Aviv¹⁰. Selon certaines sources, le commandant de l'unité 3800 du Hezbollah, Khalil Harb, a été repéré au Yémen en 2012, entraînant des rebelles Houthis. Il a également été accusé de faciliter la circulation en leur faveur de grandes quantités d'argent.

Le tournant majeur du Hezbollah en ce qui concerne les événements dans la région est sans aucun doute intervenu avec le début du soulèvement populaire en Syrie. Le mouvement islamique chiite libanais a été un acteur étranger déterminant, assistant le régime d'Assad aux côtés de la République islamique d'Irak et de la Russie. Le Hezbollah est intervenu militairement aux côtés des forces armées du régime syrien, a apporté un soutien technique et logistique à Damas, et a aidé une partie de la population chiite de Syrie à développer ses propres milices d'auto-défense.

Le Hezbollah a également ouvert des camps d'entraînement dans des zones proches de la ville de Baalbek, dans la vallée de la Bekaa près de la frontière syrienne, pour former des jeunes de différentes confessions religieuses (bien que l'essentiel des stagiaires soient chiites) afin de développer des milices d'autodéfense similaires à celles qui sont à l'œuvre en Syrie. Le nombre des combattants du Hezbollah en Syrie est estimé entre 7000 et 9000.

L'expression par le Hezbollah de sa solidarité avec les opprimés du monde entier répond en grande partie à ses intérêts politiques, eux-mêmes étroitement liés à ceux de l'Irak et du régime d'Assad. La confrontation militaire avec Israël, qui a été au cœur de son identité, est subordonnée aux intérêts politiques du parti et de ses alliés régionaux. L'appareil militaire du Hezbollah a été de plus en plus orienté vers des objectifs autres que la lutte contre Israël, y compris à travers des attaques militaires contre d'autres partis politiques au Liban et des

tentatives d'empêcher au Sud-Liban tout acte de résistance qui n'émanerait pas de lui.

La défense de l'«*axe de la résistance*» et de l'appareil armé du parti a été utilisée par le Hezbollah comme un outil de propagande afin de justifier sa politique et ses actions. Le dernier exemple en est son intervention militaire en Syrie sous le prétexte de défendre la «*résistance*» contre le «*projet américano-israélien-Takfiri*».

TOUT SAUF UNE ALTERNATIVE

Ces éléments conduisent à affirmer que le Hezbollah ne construit pas une contre-société ou un projet contre-hégémonique en soi, comme le suggèrent certains issus de courants de gauche et/ou de milieux académiques, mais tentent d'islamiser les couches les plus larges de la population chiite. Le Hezbollah n'est en tout cas pas une menace pour le système politique dominant dans sa propre société, ni à un niveau plus large.

Son projet ne représente pas une alternative au système capitaliste et confessionnel, dominant au Liban et dans la région. Au contraire il le soutient, comme l'illustre sa défense du système confessionnel, des discriminations envers les femmes, mais aussi son absence d'intervention en faveur des travailleurs et des réfugiés palestiniens et syriens.

En outre, la fourniture de services par ses réseaux d'organisations ne diffère pas des autres communautés politiques et confessionnelles, sauf quant à son ampleur et à son efficacité, en favorisant et promouvant l'assurance et la gestion privée, confessionnelle et patronale, des risques sociaux¹¹. Sur le plan régional, il a participé à la répression, aux côtés du régime Assad, du mouvement populaire révolutionnaire en Syrie, tout en agissant en faveur d'une forme de statu quo de l'ordre impérial, dont les représentants souhaitent tous le maintien du régime d'Assad.

Tout projet véritablement contre-hégémonique au Liban exige une rupture avec le système politique confessionnel et bourgeois. Or, comme nous l'avons vu, une telle rupture n'est nullement promue par le Hezbollah, pas davantage qu'une rupture avec le système impérialiste, régional et international.

Le rôle du Hezbollah dans les différents processus en cours au Liban et dans la ré-

gion confirme qu'il ne présente pas un défi fondamental au cadre de l'économie politique actuelle du Liban. Au contraire, l'organisation a été progressivement intégrée dans ce système comme une fraction politique liée à la bourgeoisie confessionnelle. En ce sens, la première étude réalisée par Mehdi Amel sur le comportement de la bourgeoisie islamique dans les années 1980 peut à bien des égards rendre compte de l'évolution du Hezbollah: «*l'aspiration des fractions de la bourgeoisie islamique à renforcer leurs positions dans la structure du pouvoir, ou plutôt à modifier la place qu'elles occupent au sein du système politique confessionnel, afin de mieux partager l'hégémonie et de ne pas changer le système (...) Par leur participation, cela conduira à un renforcement et à une consolidation du système politique confessionnel et non à sa transformation ou à sa suppression. Cette solution ne constitue pas une solution, car elle ne peut conduire qu'à une aggravation de la crise du système*».

Voilà pourquoi tout mouvement populaire au Liban aspirant à un changement radical doit remettre en question tous les acteurs du régime, du Hezbollah au Courant du Futur, ainsi que tous les acteurs régionaux, de la Syrie et de la République islamique d'Iran à l'Arabie saoudite, au Qatar et à la Turquie. En même temps, il est absolument nécessaire pour les mouvements progressistes de saisir la relation intime entre la libération des classes populaires de la région et celle de la Palestine, et de rendre cette relation visible.

La libération de la Palestine et de ses classes populaires est liée de manière étroite à la libération et à l'émancipation des classes populaires dans la région, contre leurs classes dirigeantes et les diverses forces impérialistes et sous-impérialistes agissant dans le cadre régional. Une telle logique vaut également pour la libération du peuple kurde. De même, il faut s'opposer à toutes les tentatives venant des régimes autoritaires et des forces réactionnaires religieuses, de diviser les classes populaires en fonction de leur sexe, de leurs dénominations religieuses, de leurs nationalités, etc. Ces opérations de division ne peuvent qu'empêcher leur libération, tout comme l'émancipation des classes populaires palestiniennes et kurdes.

En termes plus positifs, il faut chercher à construire un grand mouvement liant les questions démocratiques et sociales, s'opposant à toutes les forces impéria-

listes et sous-impérialistes, tout en favorisant des politiques progressistes, une transformation sociale par en-bas par la construction de mouvements dans lesquels les individus sont les véritables acteurs de leur émancipation. Dans une région qui a vu des soulèvements populaires continus depuis 2011, des changements politiques intenses et rapides, il va sans doute être de plus en plus difficile à la direction du mouvement islamique libanais de continuer, notamment auprès de sa base populaire, à proclamer son soutien aux «*opprimés du monde entier*» tout en demeurant soumis au néolibéralisme libanais et à l'élite politique du pays. □

1 Joseph Daher, enseignant-assistant à l'université de Lausanne, est membre du Courant de la gauche révolutionnaire de Syrie, a fondé le blog *Syria Freedom Forever* et est l'un des co-auteurs du livre «*The People Demand. A Short History of the Arab Revolutions*» (Le peuple exige. Brève histoire des révolutions arabes) (Counterfire, 2011). Il est l'auteur du livre «*Hezbollah, The Political Economy of the Party of God*», (Hezbollah, l'économie politique du parti de Dieu) qui paraît ce mois-ci chez Pluto Press, Londres (320 pages, prix non encore communiqué, 30 dollars aux États-Unis via le distributeur Chicago University Press).

Cet article est paru initialement le 12 juillet 2016 sur le site de la revue *Contretemps*, <http://www.contretemps.eu/le-hezbollah-une-force-contre-revolutionnaire>. Quelques précisions – signalées entre crochets et en italique – ont été ajoutées dans le corps du texte. Les intertitres sont de notre rédaction et seule une partie des notes figurant dans le texte original est reproduite ici (note de la rédaction – celles qui suivent étant de l'auteur).

2 Catherine Le Thomas, «*Les écoles chiïtes au Liban*», Paris, Karthala-IFPO, 2012, page 179.

3 Le Courant du futur, avec à sa tête Saad Hariri, domine cette alliance avec le Parti socialiste progressiste (druze) de Walid Joumblatt et quelques composantes de partis chrétiens (Kataeb et Forces libanaises).

4 L'Accord de Taef a été conclu le 22 octobre 1989 pour tenter de mettre fin à la guerre civile libanaise. Il est le fruit d'un accord entre l'Arabie saoudite, les États-Unis et la Syrie, imposé aux députés libanais et qui avait alors confirmé la position dominante du régime syrien au Liban.

5 Mehdi Amel, de son vrai nom Hassan Abdullah Hamdan, dirigeant et penseur important du Parti communiste libanais, a été assassiné en 1987, très probablement par le Hezbollah.

6 Adam Hanieh, «*Lineages of Revolt, Issues of Contemporary Capitalism in the Middle East*», Haymarket Books, Chicago, 2013, page 172.

7 La plupart des chiïtes considèrent Hussein (le plus jeune fils d'Ali issu de son mariage avec Fatima, la fille du Prophète, et troisième imam chiïte), qui a été tué à la bataille de Karbala en 680, comme un martyr.

8 La fête chiïte d'Achoura commémore le martyr de Hussein (cf. note précédente).

9 Abbas – également tué lors de la bataille de Karbala – était le demi-frère de Hussein et son fidèle lieutenant. La mosquée Sayyidah Zaynab, à Damas, sépulture supposée de Zaynab, petite-fille du prophète Mahomet, est considérée comme un lieu saint dans la tradition chiïte.

10 Ali Abdallah Saleh avait mené six guerres brutales contre les Houthis entre 2004 et 2010, avec l'aide et le soutien du royaume d'Arabie saoudite (les combats avaient fait plus de 10 000 morts et de 300 000 déplacés). Il avait accusé le mouvement des Houthis d'être asservi à l'Iran. Saleh était un vieil allié des monarchies du Golfe et des États-Unis dans la guerre contre le terrorisme.

11 Voir Myriam Catusse et Joseph Alagha, «*Les services sociaux du Hezbollah*», in Sabrina Mervin (dir.), «*Le Hezbollah. Etat des Lieux*», Sindbad, Actes Sud and IFPO, Paris, 2008.

Jack London, entre individualisme et socialisme

PAR LUCIEN SANCHEZ

Jack London est mort le 22 novembre 1916. Sa célébrité en tant qu'écrivain ne saurait nous faire oublier que Jack fut d'abord un enfant de la classe ouvrière – et se revendiquait comme tel.

Il était né le 12 janvier 1876 et il est frappant de noter comment la trajectoire de sa courte existence épouse la trajectoire même de la société états-unienne. L'époque de Jack London est celle de la transition entre l'achèvement de la conquête de l'Ouest et l'affirmation des Etats-Unis comme première puissance économique mondiale. Une époque où la réussite capitaliste individuelle, à l'exemple des Rockefeller, Carnegie, Morgan, Hearst et autres se combine et s'affronte aussi très violemment aux résistances collectives et à l'émergence du mouvement ouvrier.

UNE VIE TOUTES VOILES DEHORS

Enfant de la rue à Oakland, il quitte l'école dès l'âge de dix ans et vit de petits boulots. Il achète un petit bateau et devient pilleur d'huîtres dans la baie de San Francisco en 1891, puis s'engage dans la patrouille de pêche, police qui poursuit les pilliers d'huîtres. En 1893, il s'engage comme mousse pour une chasse au phoque de sept mois qui le conduira vers le Japon et la mer de Behring. En 1894, il travaille dans une centrale électrique, en démissionne pour participer à la marche des chômeurs menée par le «général» Coxey. Il l'abandonne dans le Missouri et poursuit seul sa route vers les grandes villes de l'Est. C'est là qu'il sera initié aux lectures de Marx et Spencer.

De retour à San Francisco, il découvre livre sur livre, prépare le concours d'entrée à l'université (il n'y restera que six mois) et écrit de nombreuses nouvelles, toutes refusées. Entre temps il a adhéré au LSP¹. En juillet 1897, il participe à la ruée vers l'or du Klondike. Il en

revient en août 1898, réussit à publier son premier grand succès, *Le Fils du loup*, et se marie en 1900 – il aura deux filles et divorcera en 1903.

En 1902, il passe six semaines dans les bas-fonds de Londres, d'où il tirera *Le Peuple de l'abîme* et en 1904, il couvre la guerre entre le Japon et la Russie. En 1905 il achète un ranch à Glen Ellen, et se marie avec Charmian Kittredge.

Il fait construire un bateau et part en avril 1907 avec Charmian pour un pé-

consacre son temps à l'agrandissement de son ranch, à l'agriculture et à l'élevage. En 1912 il fait un périple de six mois de Baltimore à la Californie par le Cap Horn. En 1913, sa maison, à peine achevée, est incendiée juste avant qu'il ne s'y installe. En 1914, il fait un reportage au Mexique sur l'intervention des Etats-Unis. Il passe douze des derniers dix-huit mois de sa vie à Hawaï et démissionne, avec Charmian, du Parti Socialiste le 7 mars 1916. Il meurt le 22 novembre 1916, officiellement d'une crise d'urémie.

Jack London en 1908. DR.



«JE SUIS NÉ DANS LA CLASSE OUVRIÈRE»

Pour s'y retrouver dans cette vie tumultueuse, le mieux est de partir de ce qu'en dit London lui-même. Il le fait dans deux textes, *Comment je suis devenu socialiste* (1903) et *Ce que la vie signifie pour moi* (1906).

Dans le premier texte il indique : «on a fait entrer le socialisme en moi (...) bien que n'ayant jamais entendu parler d'une école appelée "Individualisme", je chantais de bon cœur le péan de la force», «j'étais un individualiste déchaîné», «mon individualisme allègre était dominé par des principes moraux d'une orthodoxie bourgeoise». Ce texte est court. Le deuxième texte est beaucoup plus long et sera tiré en brochure, largement diffusée par son parti. Dès la première phrase, London affiche son identité, dont il ne cessera de se réclamer : «je suis né dans la classe ouvrière (...) Ma place dans

la société était tout à fait au bas de l'échelle.» Il va travailler dur, «esclave du salariat le plus consciencieux que le ca-

pitalisme ait jamais exploité.» Ne voulant plus entendre parler de travail, il partira avec «l'armée de chômeurs» de Jacob Coxey.

Comme il le dit dans le premier texte, cette expérience fut fondatrice à un triple titre : l'expérience de «la fosse sociale» («à l'âge de dix-huit ans, je me trouvais au-dessous de mon point de départ»), celle de la prison et de la justice bourgeoise, et la découverte de Marx et de Spencer. De retour à San Francisco, ses nombreuses lectures l'amènent à ce constat : «j'ai découvert que j'étais socialiste.» Et il prend bien soin d'ajouter : «j'étais socialiste et révolutionnaire.»

Après son adhésion au LSP, il fera ses premières armes de militant en haranguant la foule, juché sur une caisse à savon, ce qui lui vaudra de passer la nuit au poste et commencera à le rendre célèbre. Il sera candidat à la mairie d'Oakland pour le SLP, obtenant 245 voix en 1901 et 981 en 1905.

C'est dans ces années-là qu'il écrit ses textes politiques les plus importants, *La Lutte des classes* et *Révolution*. Il reprendra à de nombreuses occasions le texte de *Révolution* dans ses conférences, avec le célèbre passage repris tel quel dans le *Talon de fer* par Ernest Everhard :

«Pas de quartier! Nous voulons tout ce que vous possédez. Rien de moins que tout ce que vous possédez, sinon nous ne serons pas satisfaits. Nous voulons dans nos mains les rênes du pouvoir et la destinée de l'humanité. Voici nos mains. Ce sont des mains vigoureuses. Nous allons vous retirer vos gouvernements, vos palais, et votre confort doré, et désormais vous devrez travailler pour gagner votre pain comme le paysan dans son champ ou le commis chétif et affamé dans vos métropoles. Voici nos mains. Ce sont des mains vigoureuses.»

Dans ces textes, London se révèle plus comme agitateur que théoricien. Au-delà d'un style très enflammé, dénonçant de façon cinglante le capitalisme et mettant en avant le rôle de la classe ouvrière, il faut souligner certains thèmes, fréquemment développés au sein du mouvement ouvrier de l'époque : l'inévitabilité du socialisme, la disparition des couches moyennes broyées par la concentration capitaliste, les illusions sur l'utilisation de l'appareil d'Etat

bourgeois au service de la classe ouvrière.

Et puis il y a l'analyse par London de la progression des résultats électoraux de son parti. Dans *La Lutte des classes* il proclame, à propos des électeurs du PS : «500 000 hommes, prêchant avec passion la lutte des classes, menant cette lutte suivant des directives politiques, avec le soutien moral et intellectuel de dix millions d'hommes ayant des convictions identiques répartis dans le monde entier, peuvent arriver assez près du résultat consistant à déclencher la lutte des classes dans nos Etats-Unis (...) Ils se multiplient, aucun effort, aucun sacrifice n'est trop grand quand il s'agit de la Cause. Ils travaillent pour elle avec un zèle religieux, ils mourraient pour elle aussi facilement que les martyrs chrétiens. Ces hommes prêchent une lutte des classes sans compromis, impitoyable». Illusions électoralistes assez sidérantes...

LE TALON DE FER

C'est un tout autre son de cloche que livre *Le Talon de fer*, écrit à peine deux ans après ces conférences enflammées et qui paraîtra en 1908. *Le Talon de fer* est le témoignage écrit retrouvé en 2368 de Avis, compagne du révolutionnaire Ernest Everhard. Il raconte les événements qui, de 1912 à 1932, ont vu l'oligarchie capitaliste réprimer le mouvement ouvrier, jusqu'à l'écrasement de la Commune de Chicago, avec la complicité des dirigeants syndicaux.

Pourquoi un changement si rapide? London est alors marqué par la défaite de la révolution russe de 1905, qu'il avait accueillie avec enthousiasme. Et puis, à l'occasion de ses conférences, il a pu se rendre à l'évidence que le PS était de moins en moins un parti de combat pour abattre le capitalisme. Il le dit sans détours dans une interview :

«Les socialistes, ceux du ghetto socialiste de l'Est n'ont plus foi dans le socialisme fort et intransigent des premiers temps. Parlez d'expropriation à ceux du ghetto de New York et vous verrez les dirigeants lever les bras au ciel, frappés de terreur. Moi, je crois toujours que les socialistes devraient se battre pour éliminer la classe capitaliste et balayer la propriété privée des mines, des minoteries, des usines, des chemins de fer et autres secteurs d'intérêt social.»

C'est seulement en 1937 que Trotsky lut *Le Talon de fer*, grâce à l'exemplaire envoyé par Joan, la fille aînée de Jack. Dans sa réponse Trotsky salue «l'intui-

tion de l'artiste révolutionnaire» : «on peut affirmer avec certitude qu'en 1907 il n'était pas un marxiste révolutionnaire, sans excepter Lénine et Rosa Luxembourg, qui se représentât avec une telle plénitude la perspective funeste de l'union entre le capital financier et l'aristocratie ouvrière. Cela suffit à définir la valeur spécifique du



roman (...) Quand on lit ces lignes on n'en croit pas ses yeux : c'est un tableau du fascisme (...) Un fait est indiscutable : dès 1907 Jack London a prévu et décrit le régime fasciste comme le résultat inéluctable de la défaite de la révolution prolétarienne.»

En fait, dans ces années-là, London ne croit plus à la capacité de la classe ouvrière à renverser le capitalisme, du moins dans le court terme. Malgré tout, plusieurs nouvelles remarquables, postérieures au *Talon de fer*, mettront l'accent sur la solidarité collective : *Le Rêve de Debs*, *Au Sud de la fente*, *La Force des forts*, *Le Mexicain*. Mais le réformisme du PS se renforçant de plus en plus, Jack et Charmian finiront par en démissionner le 7 mars 1916, en adressant une lettre à la section de Glen Ellen :

«(...) Je croyais que la classe ouvrière, en combattant, en ne cédant jamais, en refusant tout compromis avec l'ennemi, pouvait s'émanciper. Du fait qu'au cours de ces dernières années, toute tendance du socialisme aux Etats-Unis a été vers l'apaisement et le compromis, je m'aperçois que mon esprit se refuse à se voir rester membre du Parti. D'où ma démission.»

DES RACES ET DES CLASSES

Et il ajoutait : « si la liberté, l'indépendance sont des biens suprêmes qui ne peuvent être accordés, ni imposés, à des races ou à des classes ; si les races et les classes ne sont pas capables de se soulever, de lutter par la force de leur esprit et de leurs muscles pour la liberté et l'indé-

Prospecteurs aux abords de la rivière Klondike (territoire du Yukon, Canada), pendant la « ruée vers l'or » des années 1896-99. DR.



pendance du monde, elles ne parviendront jamais, le moment venu, à accéder à ces biens suprêmes. »

London a lu Darwin et lui porte une grande admiration. Dans la société états-unienne pétrie de religion, populariser les thèses de Darwin relevait sans conteste d'un combat d'avant-garde. Il lui rendra hommage dans un roman très intéressant, *Avant Adam*. Mais il avait lu également Spencer qui théorisait le darwinisme social. Influencé par sa mère, il trouve dans cette idéologie une résonance avec sa lutte acharnée pour sortir de ce qu'il appelait « la fosse sociale ».

London étend ce darwinisme social aux races, en plaçant la race anglo-saxonne au-dessus des autres. On trouve trace de ces conceptions dans plusieurs romans : *Fille des neiges*, *Le Loup des mers*, *Les Mutinés de l'Elseneur*, *L'Aventureuse*, *La Vallée de la Lune*. Sans oublier ses reportages en Corée (« *Le Péril jaune* ») et son mépris à l'égard des péons dans ses reportages de 1914 au Mexique.

Joan porte à ce sujet un jugement très éclairant : « sa haine des conditions qu'il

avait subies dans sa jeunesse suscitait en lui la détermination à mettre une distance suffisante entre lui et elles, pour toujours si possible. Il s'était forgé une sorte de foi darwinienne en la victoire des forts ».

Un an avant sa mort, Jack écrit à Mary Austin : « au tout début de ma carrière d'écrivain, j'ai attaqué Nietzsche et sa théorie du surhomme. C'était dans *Le Loup des mers*. Beaucoup de gens ont lu *Le Loup des mers*, et personne n'a deviné que c'était une attaque de cette philosophie. Plus tard (...) j'ai écrit un autre roman qui attaquait la théorie du surhomme, intitulé *Martin Eden*. Personne n'y a découvert une telle attaque. Une autre fois j'ai attaqué des idées rapportées par Rudyard Kipling dans *La Force des forts*. Personne n'a réalisé le thème de mon histoire. »

Si personne n'a compris les intentions de London dans autant d'œuvres, c'est sans doute qu'il y avait un problème et que la dénonciation de l'individualisme était pour le moins ambivalente. George Orwell rend très bien compte de ces contradictions : « sa façon de voir était démocratique, en ce sens qu'il haïssait l'exploitation et le principe du privilège héréditaire, et qu'il se sentait tout à fait à l'aise en compagnie des gens qui travaillaient de leurs mains ; mais son instinct l'inclinait à accepter une "aristocratie naturelle" de la force, de la beauté et du talent. »

Au final, London nous apparaît comme un homme de son temps, un socialiste de son temps. Un temps où l'individu, parti de rien, peut se hisser en un temps très bref jusqu'aux sommets de la société capitaliste. London d'ailleurs, et ses confrères écrivains de la même époque Norris et Dreiser, seront fascinés par les Rockefeller, Carnegie, Morgan. Un temps où le mouvement ouvrier s'est affirmé avec force, face à une classe capitaliste impitoyable, mais un mouvement ouvrier gangrené souvent par le racisme et le sentiment de supériorité des Anglo-Saxons.

« C'EST AU KLONDIKE QUE JE ME SUIS DÉCOUVERT MOI-MÊME »

Ces contradictions allaient être mises à l'épreuve dans ce qui a représenté l'expérience la plus forte de Jack, sa participation à la ruée vers l'or du Klondike, du 25 juillet 1897 à son retour en août 1898.

Aller dans le Grand Nord, c'est aller s'affronter à une nature hostile, où la moindre erreur est payée de sa vie, où

tout se ramène, contre le froid, la faim, les loups, à un seul mot : survivre. Et dans *Le Grand silence blanc* (titre de la première nouvelle du *Fils du Loup*), comme dans la nuit noire, les hommes en s'affrontant au Wild² se retrouvent face à eux-mêmes.

London dira plus tard : « c'est au Klondike que je me suis découvert moi-même. Là personne ne parle. Tout le monde pense. Chacun prend sa véritable perspective. J'ai trouvé la mienne. » Toutes les contradictions dans lesquelles il se débattait – individualisme/collectif/lutte pour vivre/faire partie des forts – sont passées au scalpel sans pitié du Wild par moins 50°. L'individualisme n'y a pas sa place, et la soi-disant supériorité de la race anglo-saxonne n'y a aucun sens.

En dehors de deux romans – *Le Talon de fer* et *Martin Eden* – le meilleur de London est dans ces nouvelles. Certains ne s'y sont pas trompés. Nadejda Kroupskaïa lisait à Lénine, deux jours avant sa mort, *L'Amour de la vie*, et nous dit que « ce récit plaisait énormément à Ilyich ». Trente-deux ans plus tard, un homme crut sa dernière heure venue : « je me suis mis à penser à la meilleure façon de mourir en cette minute où tout semblait perdu. Une vieille histoire de Jack London me revint à l'esprit. » Cet homme n'est autre que Che Guevara, blessé et entouré par les troupes de Batista à Alegria de Pio, le 5 décembre 1956. La nouvelle, *Construire un feu*, est l'une des plus belles de London.

Considéré pendant de longues décennies comme un écrivain pour enfants (*Croc-Blanc*, *L'Appel de la forêt*, *Michaël chien de cirque*, etc.), Jack London a été redécouvert en France dans les années 1970 grâce au travail colossal de Francis Lacassin (50 volumes en 10-18, réédités en six tomes chez Bouquins-Laffont). Ces dernières années, les éditions Phébus-Libretto ont édité l'essentiel de son œuvre, avec de nouvelles traductions. En cette année du centenaire, London va entrer à La Pléiade avec deux tomes, et les éditions Libertalia ont réédité plusieurs textes. Jack est plus vivant que jamais. □

¹ En 1876, plusieurs groupes locaux fusionnent pour fonder le Parti des travailleurs des USA, transformé en Labour Social Party (LSP) en 1877. Son aile modérée fusionnera avec d'autres groupes, dont celui de Debs, pour former en 1900 le Parti socialiste d'Amérique.

² Mot intraduisible : la nature sauvage, hostile à l'homme, telle un personnage.

PSU : retour sur une vie et une fin de parti

PAR JEAN-CLAUDE VESSILLIER

Pendant les trente ans de son existence, de 1960 à 1989, le PSU (Parti socialiste unifié) a été en France l'un des rares partis de gauche à avoir maintenu une existence organisationnelle indépendante du PCF et du PS. Le livre de Bernard Ravenel, *Quand la gauche se réinventait. Histoire d'un parti visionnaire*, publié au printemps 2016, a l'avantage de présenter son histoire sur ses trente ans d'existence¹. Écrit du point de vue d'un militant se félicitant de son engagement et ayant sans discontinuer appartenu au PSU depuis sa création avec des responsabilités nationales entre 1972 et 1984, le livre présente suffisamment de faits et de données pour permettre une discussion sur le parcours de ce parti

NÉ DE LA GUERRE D'ALGÉRIE

C'est l'opposition à la guerre d'Algérie qui permit la création du PSU en 1960. Étaient ainsi réunis dans un même parti une scission importante de la SFIO, l'ancien premier ministre Mendès-France, plusieurs anciens ministres de la IV^e République, une organisation issue du catholicisme social, des ex-membres du PCF ayant quitté après les crises de 1956, ainsi que des militants se réclamant du marxisme révolutionnaire. Ravenel rend compte de cette diversité hétéroclite.

Le développement du PSU, à l'époque 17 000 adhérents, était lié à sa capacité à être actif dans la lutte contre la guerre d'Algérie, construit contre la SFIO et sans le PCF qui avait voté les pouvoirs spéciaux au gouvernement Guy Mollet en 1956. L'auteur revient sur les initiatives du PSU et ses propres engagements militants à ce moment.

Mais en même temps, une partie de la direction du PSU échafaudait des plans de recomposition de la gauche parlementaire, en se répartissant la peau de l'ours SFIO social-démocrate avant de l'avoir tué. Avec l'indépendance de l'Algérie, arrachée par le peuple algérien en 1962, ce qui était à l'origine du rassemblement de ce PSU avait

disparu sans qu'une clarification politique n'ait permis de préparer la nouvelle situation. Les crises et scissions de l'après guerre d'Algérie marquent la fin du premier PSU dans sa configuration d'origine (Ravenel omet de citer la tendance « socialiste révolutionnaire » parmi les « sept tendances » du moment).

Le PSU conserva cependant un pied dans les luttes sociales et Ravenel insiste à juste titre sur le coup de tonnerre, peu cité aujourd'hui, que représenta en 1963 la grève de plusieurs semaines des mineurs où, par dizaines de milliers, les grévistes refusèrent d'obtempérer à l'ordre de réquisition du Général de Gaulle.

UN RENOUVEAU MILITANT PAR MAI 68

Les débats du PSU de cette époque sont rapportés dans l'ouvrage en pointant, au-delà des enjeux bureaucratiques de pouvoir, les questions portant sur les changements sociologiques à l'œuvre parmi les salariés des centres de production. Le PSU fut en 1965 l'un des lieux où se manifesta une opposition de gauche à la candidature de Mitterrand à l'élection présidentielle, même si une majorité finit par s'y rallier. Le livre rappelle les premières actions communes avec ce qui constituait l'extrême gauche révolutionnaire, notamment contre la guerre du Vietnam.

Ce parcours conduisit le PSU à participer naturellement à la grève générale et au mouvement de 1968 en particulier, par l'intermédiaire de l'UNEF dont il était alors à la direction, mais aussi de ses militants présents dans les entreprises et les quartiers. Ravenel affirme dans son livre « *le caractère révolutionnaire du mouvement* » et détaille comment le PSU a considéré cette grève générale comme politique et cherché à peser sur la situation.

Le PSU connut alors un nouveau courant d'adhésion militante. Il chercha alors à promouvoir un « *mouvement politique de masse* », tentant de surmonter la difficulté d'organiser la

radicalité ouvrière et paysanne de l'époque dans une forme partidair classique. La réunion des « *assemblées régionales ouvrières et paysannes* » du PSU et l'« *avant-garde ouvrière large* » que caractérisait alors la Ligue communiste traitaient du même phénomène politique et social de cet après-Mai 1968. C'est le moment où le PSU organisa avec Lutte ouvrière des actions communes sur le thème des transports, notamment dans la région parisienne, et participa à des campagnes électorales communes avec LO et la Ligue communiste.

Ce moment fut bref dans l'histoire du PSU. « *Après l'échec de Mai 68 qui avait sonné le glas des rêves du Grand Soir et démontré la nécessité d'une médiation politique prolongée impliquant des élections* », Ravenel se félicite de la clarification opérée en juin 1971 par un congrès du PSU qui consacra selon lui « *la fin d'une hypothèse révolutionnaire en termes marxiste traditionnels* ». La conséquence fut le départ des courants maoïstes et marxistes révolutionnaires, réduisant définitivement le spectre politique réuni dans ce parti.²

DES CAPACITÉS DE REBOND MILITANT MAINTENUES

« *S'il y eut un bonheur pour le PSU ce fut Lip* » dit Ravenel, l'expérience d'auto-gestion ouvrière la plus avancée et la plus populaire en France de ces dernières décennies. Charles Piaget, l'animateur de la lutte, était un militant de longue date du PSU. L'assemblée générale des travailleurs décidait en pratique de la lutte et les réseaux de soutien dans toute la France débordaient largement le cadre d'un seul parti. Relevons aussi que le projet de Rocard de mettre en place une SCOP fut rejeté par l'assemblée générale travailleurs, pour « *ne pas être compromis dans sa gestion* ».

La mort de Pompidou précipita en avril 1974 une élection présidentielle. La candidature de Charles Piaget comme expression authentique et directe du mouvement social était possible.

Michel Rocard et Edmond Maire, préparant leur entrée dans le Parti socialiste, brisèrent cette possibilité. Le PSU fit là un choix décisif. Soutenir finalement une candidature de Mitterrand, contre la présentation de l'animateur ouvrier de la lutte la plus reconnue du moment, le choc était rude.

Délesté de son courant rocardien et marqué par ce choix de 1974, le PSU allait commencer une nouvelle vie de «parti socialiste autogestionnaire». Ravenel décrit les nombreux terrains de lutte de l'époque : la solidarité avec les travailleurs immigrés, le soutien à ceux du Larzac, la participation au Planning familial, au MLAC et aux premières luttes féministes, la lutte contre le programme électronucléaire, la solidarité avec le peuple palestinien, la prise en compte des impératifs écologiques. Le PSU y a cherché systématiquement à établir des passerelles entre les revendications sociales et les partis, PS et PCF, qui se préparaient à gouverner.

Alors que le programme commun visait à l'occupation de l'appareil d'Etat, l'auteur signale que «la critique du PSU porte pour l'essentiel sur le fait que l'Etat est appelé à jouer un rôle déterminant au détriment de toute logique autogestionnaire». Mais si certains courants avaient interprété cette critique comme un appel à subvertir par en bas un Etat demeuré bourgeois, la réalité de la politique appliquée fut celle de la réforme des réformes du Programme commun, en acceptant finalement son cadre stratégique.

L'ENTRÉE AU GOUVERNEMENT

C'est pourquoi, après la victoire de Mitterrand survenue en 1981, le PSU se trouva fort démuni. Signant un protocole d'accord avec un PS triomphant, il annonça son soutien «critique» au gouvernement avant d'avaliser la nomination de son ancienne candidate à présidence de la république, Huguette Bouchardeau, comme secrétaire d'Etat à l'environnement.

Le contexte précis de cette entrée au gouvernement, au printemps 1983, c'est celui de l'abandon définitif des promesses électorales de 1981 et du commencement de l'application de la politique de rigueur. Cette participation marqua, reconnaît Ravenel, la fin du PSU comme organisation indépendante avant son autodissolu-



Bernard Ravenel, «Quand la gauche se réinventait. Le PSU, histoire d'un parti visionnaire, 1960-1989». La Découverte, Paris, 2016, 384 pages, 24,50 euros.

tion en 1989. Triste fin de parti !

Ce que restitue l'histoire racontée par Ravenel sur cette période de trente ans, c'est trois fois la répétition du même scénario, avec une direction qui se retrouve à l'étroit dans les rangs de son propre parti et s'en va vers les rives de la social-démocratie installée. A partir de 1965, ce fut le départ d'une part significative des dirigeants historiques du PSU ; en 1974, celui de Michel Rocard et de son courant vers le Parti socialiste ; et en 1986, celui-ci de la ministre Huguette Bouchardeau.

Cette répétition décennale des départs des directions successives du PSU ne se réduit pas à une opposition récurrente entre une base militante authentique et une direction bureaucratifiée. C'est bien la nature de ce parti qui est en cause, non pas oscillant entre réforme et révolution, mais écartelé dès sa création en 1960 entre, d'une part, sa volonté d'être reconnu comme parti de gouvernement et, d'autre part, une présence militante dans les mouve-

ments sociaux qui l'a distingué du PS et du PCF.

Le «chaudron» de débats, selon l'expression de Ravenel, que fut le PSU ne peut être dissocié de la place qu'il occupa dans le champ politique de son époque, ni esquiver la discussion sur son insertion progressive dans les dispositifs politiques mis en place par le PS et le PCF.³

Bilan contre bilan, aucun des courants militants actifs dans les années 1970 n'a animé en Europe un processus débouchant sur une crise de nature révolutionnaire, posant la question du pouvoir politique pour les exploités. Dans les années Mitterrand et du Programme commun, l'indépendance maintenue de courants de l'extrême gauche révolutionnaire ainsi que leur implication dans les luttes ouvrières et les mouvements sociaux ont été une condition nécessaire de l'actualisation des nouvelles potentialités, ouvertes ensuite. Six ans après la fin de la séquence décrite dans le livre de Ravenel, l'ébranlement social de 1995⁴ ouvrait un nou-

veau cycle de luttes et de recomposition politique. Dans cette société en crise les brèches, d'où peut jaillir du nouveau pour nourrir une contestation radicale, ne sont pas prêtes de se refermer. □

1 Le livre de Bernard Ravenel prolonge le livre publié par Marc Heurgon «Histoire du PSU La fondation et la guerre d'Algérie 1960-1962» aux éditions La Découverte. Parmi les ouvrages de militants se réclamant du marxisme révolutionnaire, il faut citer ceux d'Yvan Craipeau, militant du PSU jusqu'à son autodissolution, «Mémoires d'un dinosaure trotskyste» (L'Harmattan) et de Michel Lequenne, ancien militant du PCI, du PSU puis de la LCR, «Le trotskisme, une histoire sans fard» (Syllepse) où quelques pages sont consacrées à la tendance socialiste révolutionnaire du PSU.

2 Le courant marxiste révolutionnaire du PSU (dont l'auteur de cet article a été membre) s'est organisé en 1970. La partie animée notamment par Jean-Marie Vincent, Denis Berger et Jacques Kergoat rejoignit à l'été 1972 la Ligue communiste, suite à un débat public à l'intérieur et à l'extérieur du PSU. Au total, deux cent militants, en groupes séparés, suivirent cet itinéraire la même année. Ce sont des faits vérifiables. Ce processus politique est ainsi résumé dans l'ouvrage de Ravenel : «Jacques Kergoat organise le transfert de militants de son courant dont Jean-Marie Vincent vers la Ligue communiste». Affirmation polémique qui ne rend pas compte de la réalité de ce processus politique.

3 Voir par exemple l'article de Gustave Massiah publié sur le site d'Attac et repris sur Europe solidaire sans frontière : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article38333>

4 La CFDT, lointaine héritière d'un morceau de l'autogestion du début des années 1970, se retrouva en 1995 à soutenir la contre-réforme de Juppé. Son autre soutien, en 2016, à l'inversion de la hiérarchie des normes institué par la loi Travail éclaira les dérives d'un retour au «local» de l'entreprise lorsque le capital reste tout puissant.

De Guernica au Moyen-Orient En finir avec les bombardements!

PAR JACQUES BABEL



Le Guernica peint par Picasso en 1937. DR.

Le 26 avril 1937, jour de marché, la ville basque de Guernica était bombardée et incendiée par l'attaque des avions de l'Allemagne nazie et de l'Italie fasciste, faisant des centaines de morts, peut-être 1600. Cette infamie est devenue un symbole majeur de l'horreur de la guerre moderne: elle inaugurerait en Europe le principe du «bombardement stratégique», un tapis de bombes lâchées par l'aviation sur une population civile sous couvert d'objectifs soi-disant militaires, expérimenté auparavant par les diverses puissances coloniales en Libye, Somalie, Afghanistan, Syrie, Maroc, Namibie. La force expressive du tableau monumental peint dans les semaines suivantes par Picasso en dénonçait la dimension terroriste à la face au monde. Dans six mois, on commémorera les quatre-vingt ans du bombardement de Guernica, avec probablement nombre de serments de «Plus jamais ça!». Et pourtant, combien de puissances mondiales ou régionales organisent des Guernica de nos jours, et comme on s'en accommode, au nom de la «lutte contre le terrorisme»! Il y a bien sûr les bombardements du régime d'Assad et de son parrain russe en Syrie, avec en particulier le martyr de la population d'Alep après celles de Homs, Daraya, Deraa... Comment comprendre qu'une partie de la gauche, pourtant nourrie au souvenir

de Guernica, ne veuille pas voir les bombardements délibérés et systématiques des hôpitaux, des marchés, des écoles, de tous les lieux de vie des civils par un régime qui avec ses alliés réduit toute la population qui le conteste à des «terroristes»? Il est vrai que n'ayant reçu quasiment aucune aide concrète de la part des «démocrates», la révolution syrienne s'est trouvée prise à revers par des courants intégristes, et qu'il est tentant de vouloir évacuer nos responsabilités en confondant insurrection populaire toujours en cours, forces combattantes non confessionnelles et djihadistes plus ou moins extrémistes. Il est vrai aussi que les Assad, les Poutine peuvent se défendre en affirmant qu'ils ne font que pousser avec plus de fermeté les méthodes des puissances occidentales, ou en rappelant leurs gros mensonges médiatiques récents. Les USA qui ont détruit l'Irak sous un faux prétexte et portent une responsabilité première dans l'apparition de Daesh; qui ont justifié la torture généralisée à Abou Ghraib, qui ont sciemment bombardé un hôpital de MSF en Afghanistan, comme Israël pendant l'offensive contre Gaza en 2013; les royaumes intégristes du Golfe, à commencer par l'Arabie Saoudite, qui font de même au Yémen, qui viennent de bombarder une cérémonie d'obsèques, faisant 400 morts. Ces mêmes royaumes

choyés par les gouvernements français successifs, et particulièrement par celui de Hollande et Valls qui se glorifie de ses records de ventes d'armes et de son intervention au Mali, et dont le double discours démocratique, laïque et martial à la fois est écoeurant au regard de ses pratiques. Alors, laisser écraser Alep pendant que les coalitions antiterroristes «démocratiques» bombardent à Raqqa ou Mossoul, c'est réactualiser la mémoire des bombardements coloniaux français de 1925 et 1945 en Syrie, des bombardements anglais des années 1920, des bombardements américains des années 1991 et 2001 en Irak, des bombardement russes en Tchétchénie, déjà sur une population majoritairement musulmane, de 1994 à 2000; c'est à la fois la garantie de désastres humanitaires et politiques, et c'est pousser les populations désespérées dans les bras de Daesh ou de ses futurs héritiers. Il nous faut retrouver des boussoles élémentaires pour une pensée progressiste et démocratique. Celle qui dit «Arrêt immédiat de tout bombardement en zone habitée au Moyen-Orient» et celle qui affirme «Solidarité concrète avec les populations qui aspirent à la liberté, la justice sociale et la dignité», en ne confondant pas l'aide matérielle à apporter et la substitution colonialiste aux luttes des peuples opprimés. □